

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1927-1928.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1928

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de Budget général pour l'exercice 1928.

De même que pour l'exercice 1927, il se compose de dix-huit projets de loi distincts.

Quinze de ces projets constituent le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires.

Les trois autres Budgets sont :

- 1° le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires ;
- 2° le Budget des Régies (Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique) ;
- 3° le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Pour 1928, les projets de Budgets ont été répartis entre nos deux Assemblées législatives de la manière suivante :

Sénat :

Budget des Dotations,

- Id. de la Justice,
- Id. des Affaires Étrangères,
- Id. de l'Intérieur et de l'Hygiène,
- Id. de l'Agriculture,
- Id. des Finances,
- Id. des Non-Valeurs et des Remboursements,
- Id. des administrations de la Marine, des Postes, des Télégraphes, des Téléphones et de l'Aéronautique,
- Id. des Recettes et Dépenses pour ordre.

Chambre des Représentants :

Budget des Voies et Moyens,

Id. de la Dette publique,

Id. des Sciences et des Arts,

Id. des Travaux publics,

Id. de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Id. des Colonies,

Id. de la Défense Nationale,

Id. de la Gendarmerie,

Id. des Recettes et des Dépenses extraordinaires.

Ce mode de répartition assure à la Chambre des Représentants la priorité pour l'examen des problèmes se rattachant à la situation financière du pays, à la défense nationale, à l'outillage économique et aux réparations.

*
* * *

Par suite des mesures prises le 25 octobre 1926, le Budget de l'exercice 1928 se trouve, comme son devancier d'ailleurs, entièrement dégagé de l'incertitude qui tient à l'instabilité monétaire. Un élément important de nos dépenses, savoir les charges de la dette extérieure, est ainsi définitivement fixé et soustrait désormais aux variations du change. Cette dette ne pourra plus que décroître suivant le rythme de l'extinction de nos engagements envers l'étranger.

Moins immédiat devait être l'effet de la stabilisation monétaire sur le montant des autres charges générales de l'État. Avant de se normaliser, celles-ci doivent nécessairement attendre que le travail d'adaptation progressive des prix intérieurs à la base monétaire s'accomplisse. Cette œuvre d'adaptation s'est poursuivie au cours de l'année 1927. C'est ainsi que, du 1^{er} janvier au 31 octobre 1927, l'index des prix de détail s'est haussé de l'échelon 744 à l'échelon 804, entraînant une augmentation notable du montant des dépenses budgétaires, spécialement des traitements des agents de l'État et des pensions civiles et militaires, ainsi que des pensions de vieillesse et d'invalidité servies par le Trésor.

Il convient d'ajouter que le même phénomène, qui a influencé dans le sens de l'augmentation le chiffre des dépenses, a déterminé parallèlement une augmentation du chiffre des recettes dont la base de perception est en fonction de la valeur des biens.

Il serait certes téméraire d'affirmer que la stabilité économique est acquise à ce jour et que la fin de l'année 1927 marquera un arrêt définitif dans la progression de l'index. Toutefois, cette progression s'est à ce point ralentie qu'une forte augmentation au cours d'un exercice budgétaire est désormais en dehors des prévisions. C'est ainsi que du 1^{er} juillet au 31 octobre 1927 l'index n'a gagné que 3,5 points en moyenne par mois.

Cette constatation appelle dans l'ordre des recettes, une observation dont il importe de se pénétrer au seuil de l'examen du Budget; c'est qu'il n'est plus permis, au point de stabilité économique où nous sommes, de compter sur les plus-values purement numériques et sans réel accroissement de valeur qui ont gonflé nos recettes au cours des exercices antérieurs et fourni, comme il est

dit ci-dessus, une contre-partie aux accroissements de dépenses. Les plus-values ne pourront provenir que d'augmentations réelles de notre richesse et de notre activité.

* * *

Ces préliminaires posés, analysons successivement les trois parties qui forment le Budget général :

- 1° Le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires ;
- 2° Le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires.
- 3° Le Budget des Régies (Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique) ;

CHAPITRE PREMIER

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES ORDINAIRES

Pris dans son ensemble, ce Budget se présente comme suit :

En dépense. — Les crédits inscrits dans les budgets ordinaires s'élèvent savoir :

	Millions.
Charges de la Dette publique fr.	3,668 ⁽¹⁾
Charges des Administrations, non compris les charges de la péréquation des traitements	2,872
Non-valeurs et Remboursements	766
ENSEMBLE.	7,306
A ajouter les charges de la péréquation des traitements. . . .	225
TOTAL.	7,531

En regard de cet ensemble de dépenses se placent les recettes suivantes :

<i>Recettes ordinaires :</i>	Millions.
Impôts ordinaires	7,442
Péages	23
Capitaux et revenus	188
Remboursements	383
	8,036
<i>Recettes exceptionnelles</i>	2
<i>Recettes compensatoires</i>	760
	8,798
Excédent des recettes. . . fr.	1,267
Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement. . .	1,200
Excédent final. . . fr.	67

Le tableau ci-après fournit la comparaison des dépenses ordinaires se ratta-

(1) Ce chiffre ne comprend pas une somme de 252 millions représentant le capital des obligations de l'*Association Nationale des Industriels et des Commerçants* qui doivent être rachetées à la *Société Nationale de Crédit à l'Industrie*. Le Fonds d'amortissement devant faire face à cette dépense au moyen de sa dotation extraordinaire, la balance du Budget n'en est pas affectée.

chant à l'exercice 1927 et celles proposées pour l'exercice 1928 (non compris les charges de la péréquation).

Budgets. —	Crédits votés pour l'exercice 1927 (y compris les crédits sup- plémentaires). —	Crédits proposés pour l'exercice 1928. —	Différences	
			Augmentations. —	Diminutions. —
Budget de la Dette publique.	3,544,397,322 03	3,668,382,622 73	123,985,300 70	»
Amortissement des obliga- tions de l'A. N. I. C. . . .	252,000,000 »	252,000,000 »		
Budgets des Départements ministériels (1).	2,655,626,407 50	2,871,920,167 90	217,831,856 40	1,538,096 »
Budget des Non-valeurs et des Remboursements . .	620,816,100 »	766,046,100 »	145,230,000 »	»
TOTAL. . . fr.	7,072,839,829 53	7,558,348,890 63	487,047,157 10	1,538,096 »
AUGMENTATION. fr.			485,509,061 10	
A cette augmentation viennent s'ajouter les charges de la péréquation.			225,000,000 »	
TOTAL. fr.			710,509,061 10	

Les chiffres repris au tableau ci-dessus comprennent, en ce qui concerne l'exercice 1927, les crédits supplémentaires votés. Mais n'y sont pas contenus les suppléments de dépenses se rattachant audit exercice et qui devront faire l'objet de nouvelles demandes de crédits. Leur import peut être arbitré à 482 millions. Le tableau ci-dessus exagère donc l'écart qui existe entre les dépenses ordinaires des deux exercices.

§ 1. — Budget de la Dette publique.

Les réductions qui, au chapitre IV de cet Exposé, seront constatées dans l'import de nos engagements en capital, n'ont eu, malgré leur importance considérable, qu'une action restreinte sur le montant des charges de ce budget.

A qui s'étonnerait de cette apparente anomalie, il convient de faire remarquer d'abord que le Budget de la Dette publique ne comprend pas uniquement les crédits nécessaires au service de nos emprunts, mais qu'il contient aussi d'importants crédits affectés à une dette annuitaire de nature spéciale, savoir : les pensions.

Or, conformément aux dispositions des lois du 28 et du 29 juillet 1926, le montant des pensions s'est élevé automatiquement sous l'influence de l'index des prix. C'est à cette circonstance qu'est due, pour la plus grande part, l'augmentation qu'accuse le Budget de la Dette publique.

Elle apparaîtrait beaucoup moins considérable si les crédits votés pour 1927 se trouvaient déjà ajustés, par les suppléments reconnus nécessaires, aux dépenses réelles de ladite année.

Quant à la dette proprement dite, il est bon de faire remarquer que le service de notre dette consolidée intérieure s'opère au moyen de dotations fixes, comprenant l'intérêt et l'amortissement. Constamment égales à elles-mêmes, ces dotations ne diminuent pas en fonction de l'amortissement déjà réalisé, mais disparaissent dans leur totalité lorsque l'emprunt est complètement remboursé.

Il n'en va généralement pas de même pour la dette consolidée extérieure, ni pour la dette flottante.

(1) Y compris les Budgets des Dotations et de la Gendarmerie.

Le remboursement de la plupart des emprunts extérieurs s'opère par sommes égales à payer d'année en année. Chacun des amortissements vient donc diminuer la charge d'intérêts de l'année suivante. Les annuités sont par conséquent dégressives.

Quant au remboursement de la dette flottante, il entraîne évidemment *ipso facto* la disparition du service des intérêts des capitaux éteints.

Ces quelques considérations préliminaires aideront à saisir les causes des augmentations subies par les divers chapitres du Budget de la Dette publique.

Elles se résument par les chiffres ci-après :

	Budget voté pour 1927, y compris les crédits supplémentaires.	Budget proposé pour l'exercice 1928.	Augmen- tations.
	— Millions.	— Millions.	— Millions.
Dette proprement dite	2,901	2,924	23
Pensions civiles, pensions d'invalidité et autres engagements	643	744	101
TOTAUX. . . fr.	<u>3,544</u>	<u>3,668</u>	<u>124</u>

Précisons les origines de ce double chef d'augmentation :

A. — CHARGES DE LA DETTE PROPREMENT DITE.

L'accroissement de 23 millions que l'on constate aux charges de la dette proprement dite est le résultat de la balance d'une série d'augmentations et de diminutions dont les plus importantes sont détaillées au tableau ci-après :

1° Dette consolidée intérieure :	Augmentations.	Diminutions.
a) Charge d'un capital de 12,825,200 francs en obligations de l'emprunt 6 % de Consolidation émis en 1926	815,000	»
b) Intérêts des titres nominatifs émis en paiement de dommages de guerre	10,000,000	»
c) Complément d'intérêt à payer sur les obligations à 5 % de 1925 rachetées aux sinistrés par la Caisse d'Épargne	1,260,000	
d) Diminution des charges afférentes aux obligations 6 % de l'Association Nationale des Industriels et des Commerçants amorties par le Fonds d'Amortissement	»	9,805,000
e) Diminution des annuités de divers emprunts	»	128,000
2° Dette indirecte :		
a) Augmentation à résulter du rachat de chemins de fer, de la participation de l'Etat dans l'établissement des lignes vicinales, des charges afférentes aux emprunts émis par la Société des Habitations à bon marché et la Société Nationale des distributions d'eau, du subside à l'Association du Palais des Beaux-Arts.	19,959,000	»
A REPORTER. . . fr.	<u>32,034,000</u>	<u>9,933,000</u>

	Augmentations.	Diminutions.
REPORT. . . . fr.	32,034,000	9,933,000
b) Augmentation de la bonification due à la Banque Nationale sur la circulation des billets de 20 et de 5 francs	1,800,000	»
c) Charges de l'emprunt de 300 millions émis par le Crédit communal	4,092,000	»
d) Diminution de la part de l'État dans la charge des obligations émises par la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne	»	950,000
<i>3° Dette consolidée extérieure :</i>		
a) Augmentation résultant de la hausse des cours de l'emprunt 3 %, 4 ^e série, émis en Angleterre	8,792,000	»
b) Normalisation de l'annuité de l'emprunt de stabilisation (1)	48,000,000	»
c) Augmentation des dotations d'amortissement des annuités dues au Gouvernement des États-Unis pour les dettes pré- et post-armistice	21,600,000	»
d) Diminution des intérêts afférents aux emprunts à 7 1/2 %, à 8 %, à 6 1/2 % et à 6 % émis aux États-Unis	»	12,824,000
<i>4° Dette flottante intérieure :</i>		
Diminution de la charge d'intérêt, consécutive aux remboursements effectués	»	44,000,000
<i>5° Frais de la dette :</i>		
Diminution de frais divers.	»	25,000,000
	116,318,000	92,707,000
AUGMENTATION . . . fr.	23,611,000	

B. — CHARGES DES PENSIONS ET AUTRES ENGAGEMENTS.

Nous avons fait remarquer, au début de ce chapitre, la part prépondérante prise par le service des pensions dans l'augmentation des charges inscrites au Budget de la Dette publique.

(1) La charge de 1927 ne représente qu'une partie des intérêts : à partir de 1928, elle comprend la totalité des intérêts et de l'amortissement.

Le tableau suivant en établit l'importance :

Nature des dépenses.	Crédits votés pour l'exercice 1927	Crédits proposés pour 1928.	Différences.	
			Augmentations.	Diminutions.
Pensions diverses.	164,149,000	180,723,000	16,574,000	»
Caisse Nationale des pensions de la guerre.	375,000,000	540,000,000	165,000,000	»
Frais de la péréquation des pensions . .	100,000	150,000	50,000	»
Subsides au Fonds des Combattants . .	100,000,000	20,000,000	»	80,000,000
Intérêts des cautionnements et des consi- gnations.	4,250,000	3,000,000	»	1,250,000
	643,499,000	743,873,000	181,624,000	81,250,000
			100,374 000	

Pour 1928, les pensions inscrites au Budget de la Dette publique nécessiteront donc une dépense de 720,873,000 francs en augmentation de 181,624,000 francs sur les crédits *votés* pour 1927, mais qui ne sont pas à la hauteur réelle de la charge.

Le tableau ci-dessus ne donne cependant qu'une notion imparfaite des crédits que nécessite le paiement des pensions de toute nature. Pour s'en faire une idée plus exacte, il convient de tenir compte des pensions inscrites à d'autres budgets que celui de la Dette publique, comme de la part prise par les administrations provinciales et communales dans la charge y afférente.

Le relevé ci-après permet de comparer les charges incombant actuellement à l'État seul avec celles qu'il assumait avant la guerre (non compris les pensions des Régies).

	1914	1927	1928
A. — <i>Dette publique</i> : pensions diverses . .	20,063,000	114,349,000 (1)	132,723,000
B. — <i>Budgets divers</i> : a) premiers termes de pensions	989,000	17,000,000	17,600,000
b) Arriérés résultant de la péréquation.	»	58,212,000	»
C. — <i>Pensions de vieillesse</i>	17,840,000	178,550,000	213,000,000
D. — <i>Caisse nationale des pensions de guerre</i> .	»	375,000,000	540,000,000
	38,892,000	743,111,000	903,323,000

Le service des pensions entraînera donc pendant l'année 1928 une dépense de 903,000,000 de francs, soit près de 12 % du total des dépenses ordinaires de l'État. Cette comparaison permet de mesurer les sacrifices faits par le pays pour proportionner les pensions au coût de l'existence, pour remplir ses obligations envers ceux qui ont sacrifié leur vie ou leur santé à la défense du pays, comme pour mettre à l'abri du besoin la vieillesse nécessiteuse.

(1) Y compris 20 millions d'arriérés résultant de la péréquation.

§ 2. — Budget des Départements ministériels.

Comparativement à celles de 1927, les dépenses nécessaires au fonctionnement des divers services de l'État (non compris les charges de la péréquation) se présentent de la manière qu'indique le tableau ci-après :

BUDGETS.	Crédits votés pour l'exercice 1927 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour l'exercice 1928.	DIFFÉRENCES.	
			Augmen- tations.	Dimi- nutions.
Dotations	24,433,272 »	28,697,009 »	4,261,737 »	»
Justice	216,590,262 »	238,370,824 »	21,780,562 »	»
Affaires étrangères	61,537,386 70	62,116,415 70	579,029 »	»
Intérieur et Hygiène	50,968,692 »	52,204,471 »	1,235,779 »	»
Sciences et Arts.	639,206,202 97	657,234,548 20	18,028,345 23	»
Agriculture	56,349,794 »	54,892,932 »	»	1,456,862 »
Travaux publics	128,815,647 »	162,593,236 »	33,777,589 »	»
Industr., Trav. et Prév. soc.	434,399,203 33	520,799,971 »	86,400,767 67	»
Colonies	7,653,041 »	7,573,787 »	»	81,254 »
Défense nationale	667,580,164 »	714,335,481 »	46,755,317 »	»
Gendarmerie	102,773,951 »	103,255,006 »	481,055 »	»
Finances	265,314,791 50	269,846,467 »	4,531,675 50	»
TOTAUX. . . fr.	2,655,626,407 50	2,871,920,167 90	217,831,856 40	1,538,096 »
AUGMENTATION. . . fr.			216,293,760 40	

Le travail d'adaptation économique qui s'est opéré depuis la stabilisation, la nécessité de pourvoir à la réfection des routes et des ouvrages d'art, les mesures prises pour augmenter le taux des pensions de vieillesse, ainsi que les sacrifices nouveaux consentis pour parer à la crise des logements en facilitant la construction d'habitations à bon marché constituent les causes principales de l'augmentation de 218,000,000 de francs que l'on constate à la comparaison des crédits de 1928 avec ceux de 1927.

On s'en convaincra en parcourant la liste ci-après, qui détaille les principaux accroissements relevés dans les crédits budgétaires des divers départements :

Département de la Justice :

Relèvement des frais du personnel de l'ordre judiciaire et des frais de justice	fr. 5,500,000
Augmentation des frais d'entretien des indigents	12,000,000
Frais pour les établissements d'hospitalisation et entretien des enfants de justice	1,900,000

A REPORTER. . . fr. 19,400,000

REPORT. fr.	19,400,000
Frais du personnel des prisons, augmentation des salaires et des frais d'entretien des détenus	2,800,000
Subsides à l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre	3,000,000

Département de l'Intérieur et de l'Hygiène :

Subsides pour l'hygiène, pour la prophylaxie de la tuberculose et des maladies vénériennes	2,200,000
Subside à l'Œuvre Nationale de l'Enfance	1,000,000

Département des Sciences et des Arts :

Subsides au Fonds des Mieux-doués	1,640,000
Subsides aux Universités et frais de l'Enseignement supérieur. .	1,800,000
Frais de l'enseignement normal.	1,700,000
Subsides pour les Beaux-Arts et pour les Sciences	6,000,000
Traitements des instituteurs et dépenses de l'enseignement primaire.	27,000,000
Traitements des professeurs de l'enseignement moyen	8,300,000

Département de l'Agriculture :

Frais de l'enseignement agricole et horticole	2,245,000
---	-----------

Département des Travaux Publics :

Frais d'entretien et de réfection des routes	37,626,000
Travaux hydrauliques	8,150,000
Entretien des ports et des côtes	1,500,000
Entretien des bâtiments civils	2,229,000

*Département de l'Industrie, du Travail et de la
Prévoyance sociale :*

Augmentation des pensions de vieillesse (loi du 20 juillet 1927). .	53,100,000
Frais de l'enseignement industriel.	5,200,000
Subvention au Fonds national de crise	13,000,000
Annuité à la Caisse d'Épargne pour le remboursement des prêts consentis à la Société Nationale des Habitations à bon marché. Augmentation	2,132,000
Primes pour construction d'habitations à bon marché	6,200,000
Primes spéciales aux pères de familles nombreuses constructeurs d'habitations à bon marché	4,000,000

Département de la Défense nationale :

Frais nécessités par l'armement, le charroi et l'harnachement des troupes	13,000,000
Frais des services techniques du génie.	2,735,000
Frais de l'aéronautique militaire	13,500,000
Nourriture des troupes et fourrages	15,240,000
Frais de l'équipement des troupes	15,572,000

A REPORTER. fr. 270,269,000

REPORT.	fr. 270,269,000
Frais de combustibles pour l'armée	1,115,000
Frais de la remonte	1,875,000
Traitements et solde des officiers et gendarmes	5,040,000

Département des Finances :

Traitements et indemnités du personnel des administrations fiscales	fr. 7,280,000
Matériel et frais divers	2,220,000
TOTAL.	fr. 287,799,000

Se rappeler, pour apprécier cette augmentation, que pour les crédits relatifs à la rémunération du personnel, la comparaison s'établit avec des crédits ne représentant qu'une fraction de la dépense, les causes d'accroissement n'ayant joué en 1927 que pour une partie de l'année.

La disparition de certains frais exceptionnels, celle des dépenses pour arriérés de pensions et la liquidation du Service des torpilleurs de l'armée entraînent des réductions diverses s'élevant ensemble à 85,000,000 de francs.

D'autre part, il reste à signaler que certaines dépenses ne constituent pour partie que de simples avances à récupérer à charge de tiers. Parmi ces crédits spéciaux, signalons :

Les pensions des professeurs et instituteurs communaux	fr. 80,000,000
Les pensions de vieillesse, celles des ouvriers mineurs, les compléments de pensions de vieillesse, les rentes de vieillesse, les allocations gratuites de vieillesse	335,000,000
Les prestations et cessions faites à d'autres Départements ministériels ou à des tiers par le Ministère de la Défense Nationale.	12,800,000
Les dépenses de personnel du Ministère des Colonies à rembourser par le Trésor Colonial	4,002,000
Les dépenses faites pour compte de tiers par le Département des Travaux Publics	1,160,000
Les traitements de disponibilité des instituteurs et institutrices des écoles primaires communales et adoptées	2,040,000
Les traitements du personnel des athénées et des écoles moyennes de l'État.	70,000,000

En récupération de tous ces crédits figure en recette au Budget des Voies et Moyens une somme de 202,000,000 de francs.

Aux augmentations qui viennent d'être signalées vient s'ajouter celle qu'entraîne la péréquation des traitements du personnel de l'État.

Le Budget de l'exercice 1927 fut établi en prenant comme base un index-number de 750.

Dès les premiers mois de l'année en cours, celui-ci s'éleva sensiblement au-dessus de ce niveau, pour atteindre l'échelon 785 en juin et celui de 804 au 15 octobre dernier.

L'élévation du coût de la vie qui s'est ainsi révélée a fait apparaître l'impérieuse nécessité de procéder à une revision d'ensemble du barème des traitements des agents de l'État. Toutefois, cette réforme devant nécessairement peser lour-

dement sur le Budget, le Gouvernement ne pouvait y procéder que par étapes, de manière à ne pas mettre en péril un équilibre budgétaire acquis au prix de si lourds sacrifices. C'est pourquoi une augmentation de 20 % de la partie fixe des émoluments du personnel a été allouée à partir du 1^{er} mars 1927. A cet appoint est venu s'ajouter celui qu'a procuré aux agents de l'État les suppléments de deux tranches de la partie mobile des traitements qui leur ont été acquises lorsque l'index-number a atteint le chiffre 751 d'abord, celui de 781 ensuite.

Ainsi qu'il a été dit au début de cet exposé, la progression de l'index-number s'est fortement ralentie depuis le mois de juin dernier. Le Gouvernement a donc pensé que le moment était venu de faire un pas de plus dans la voie de l'ajustement des rémunérations du personnel de l'État. La méthode qu'il se propose d'adopter à cette fin sera exposée dans les projets de loi qui seront prochainement déposés touchant les traitements des magistrats et des instituteurs.

Mais l'intérêt d'une bonne gestion exigeait, qu'au préalable, on procédât à une revision générale des cadres de manière à limiter le nombre des services et des grades aux nécessités établies.

Pour chacun des services centraux, le Gouvernement a établi un cadre théorique dans les limites duquel l'Administration ramènera les effectifs réels en peu de temps par la suspension du recrutement, ainsi que par des mises à la retraite et des mises en disponibilité.

En 1926, dans l'ensemble des administrations centrales, à l'exclusion du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, qui était en voie de transformation, il y avait :

131 fonctionnaires généraux (secrétaires généraux, directeurs généraux, inspecteurs généraux);

498 fonctionnaires généraux et supérieurs (sous-directeurs compris).

En 1914, ces chiffres étaient de :

74 fonctionnaires généraux.

289 fonctionnaires supérieurs.

Ces nombres étaient donc respectivement en majoration de 77 % et de 72 % depuis la guerre, alors que les effectifs totaux des administrations centrales et des services extérieurs en 1926 étaient en augmentation de 38 % par rapport à 1914.

Le Gouvernement estima que la revision des cadres des administrations centrales s'imposait : il adopta, en principe, les suggestions des Comités mixtes institués dans chaque Ministère par l'arrêté royal du 19 mars 1927 et composés à la fois de représentants de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services administratifs de l'État, de fonctionnaires supérieurs des administrations centrales et de délégués des Cabinets des Ministres ; mais le Premier Ministre procéda lui-même avec le chef de chaque département ministériel à une revision complémentaire qui est en voie d'achèvement.

Dès à présent, il est certain que, dans les cadres nouveaux de ces administrations, non comprise celle des Chemins de fer, le nombre des fonctionnaires généraux ne sera pas supérieur à une soixantaine et sera en diminution de plus de la moitié sur les chiffres de 1926 ; le nombre des fonctionnaires supérieurs ne dépassera pas 310, et sera donc en diminution de plus d'un tiers sur les chiffres de 1926.

D'autre part, la revision des cadres entraînera dans l'avenir une réduction d'environ un quart du nombre des fonctionnaires de ces administrations ayant le grade de chef de bureau ou un grade plus élevé.

Il faut ajouter qu'au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, le nombre des fonctionnaires supérieurs (y compris les chefs de division) qui, depuis la création de la Société Nationale des Chemins de fer était encore de 138, sera, dans le cadre révisé de ce Département, réduit d'une centaine.

On remarquera que le nombre des fonctionnaires généraux prévus dans les cadres révisés sera inférieur d'une douzaine au nombre des mêmes fonctionnaires en 1914 et que l'effectif des fonctionnaires supérieurs (y compris les sous-directeurs) sera à peine supérieur à celui d'avant-guerre, malgré le surcroît de travail considérable qu'entraînent, pour plusieurs administrations, encore actuellement, les conséquences de la guerre, et, pour la plupart d'entr'elles, avec une aggravation constante, les lois nouvelles dont l'exécution leur incombe.

La révision des cadres des administrations centrales doit avoir pour corollaire celle des cadres du personnel des Gouvernements provinciaux, des services extérieurs et des établissements et institutions qui relèvent des divers Départements ministériels.

La Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services administratifs de l'État poursuit ses investigations à ce sujet dans tous les domaines; elle a soumis et continue à soumettre au Gouvernement des propositions qui lui permettront de ramener les cadres administratifs extérieurs de l'État à de justes proportions, de réduire leur personnel de telle façon qu'il réponde aussi exactement que possible aux nécessités, ainsi que de diminuer leurs dépenses.

De tous ces travaux résultera dans la suite, par l'élimination des éléments en surnombre, un allègement budgétaire considérable. Mais, dès à présent, la mise à la retraite des fonctionnaires à l'âge de 65 ans et les mises en disponibilité de fonctionnaires sur leur demande constituent un commencement d'exécution de cette réforme et un acheminement vers la réalisation complète des cadres rationnels. C'est ainsi que le nombre des fonctionnaires qui ont été mis en disponibilité sur leur demande et de ceux qui ont été ou seront mis à la retraite avant le 31 décembre 1928 par application des arrêtés royaux du 12 mai 1927 sera d'environ :

25 fonctionnaires généraux;
60 fonctionnaires généraux et supérieurs réunis;
600 fonctionnaires et agents administratifs de tous grades à l'administration centrale et dans les services extérieurs.

§ 3. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

Dans notre économie budgétaire, le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements n'est, on le sait, qu'un budget de régularisation destiné, d'une part, à balancer par une dépense correspondante les recettes portées dans les comptes et dont le recouvrement n'a pu être effectué, d'autre part, à permettre la restitution de sommes perçues indûment ou pour compte de tiers, spécialement des impôts dont une part revient aux provinces et aux communes.

Le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements atteint* pour 1927, en y comprenant les crédits supplémentaires fr. 620,816,100 »

Il atteint, pour l'exercice 1928 766,046,100 »

soit une augmentation de fr. 145,230,000 »

Recettes d'impôts.

Le tableau ci-dessus marque l'accroissement considérable des recettes fiscales afférentes à l'exercice 1927; du chiffre de 6,777 millions qui avait été prévu en novembre 1926, elles passeront, si l'on s'en tient aux résultats acquis, à 7,507 millions, soit une plus-value de 730 millions. La cause de cette augmentation doit être attribuée en ordre principal au phénomène rappelé plus haut de l'adaptation progressive des valeurs au régime monétaire consacré par l'arrêté de stabilisation. Aussi bien, affecte-t-elle surtout les impôts dont la base de perception est en fonction de la valeur des biens ou de l'importance des revenus. C'est ainsi que :

	Millions de francs.
le rendement des impôts cédulaires sur les revenus évalué 1,427 millions au Budget de 1927, s'annonce comme devant atteindre . . .	1,705
le rendement de la taxe de transmission évalué 2,250 millions au Budget de 1927 atteindra	2,540
le rendement des droits d'enregistrement et de transcription évalué 420 millions au Budget de 1927 atteindra	520
le rendement des droits de succession évalué 190 millions au Budget de 1927 atteindra	230

D'autre part, l'importance croissante de notre commerce extérieur qu'enregistrent nos statistiques détermine dans les recettes douanières une progression sérieuse. Du chiffre de 816 millions auquel elles avaient été évaluées au Budget de 1927, on peut prévoir qu'elles passeront pour cet exercice à près de 900 millions.

Cet accroissement de recettes fiscales est d'autant plus remarquable qu'il se réalise malgré les mesures de dégrèvement d'impôts dont il sera question ci-après.

Si nous passons au Budget de 1928, nous constatons que, comme les années précédentes, les recettes fiscales prévues représentent près des sept huitièmes du Budget des Voies et Moyens.

Les prévisions de l'exercice 1928 sont en général fixées sur la base des recettes effectuées au cours de l'année 1927, compte tenu de toutes les causes prévisibles qui peuvent influencer les recettes et notamment des dégrèvements d'impôts déjà opérés et de ceux que le Gouvernement vous propose de réaliser.

Les lois des 7 et 8 juin 1926, votées parallèlement à celle instituant le Fonds d'amortissement de la Dette Publique, ont imposé aux contribuables un effort fiscal qui va à l'extrême limite des facultés de la Nation. Ces dispositions votées sous l'empire de nécessités inéluctables, appelaient des atténuations. Le Gouvernement se devait — et il n'a pas failli à ce devoir — de rectifier cette œuvre dans la mesure où elle constituait une menace pour l'économie générale ou une charge excessive pour le contribuable. Il s'attachera à parachever l'œuvre commencée.

Il est intéressant d'exposer ici sommairement l'œuvre d'allègement déjà réalisée.

Rappelons tout d'abord les dégrèvements opérés dans l'ordre des impôts spéciaux attribués au Fonds d'amortissement :

A. — Taxes assimilées au timbre.

Arrêté du 19 juin 1926 réduisant de 2 à 1 % la taxe pour les importations de diamants.

Arrêts du 16 septembre 1926 et du 4 mars 1927 réduisant à 1/2 le taux de la taxe de transmission pour l'achat des produits désignés dans cet arrêté et entrant dans certaines fabrications ou constructions destinées à l'exportation.

Arrêts du 14 juin 1926 et du 3 mars 1927 réduisant de 22 à 17 centimes le montant de la taxe forfaitaire frappant le bétail et la viande fraîche.

Dégrèvements divers, réalisés par l'arrêté royal du 3 mars 1927, soit par relèvement du minimum imposable, soit par réduction du taux de 10 à 6 %, soit par suppression du tableau de classement, au profit d'articles imposés à la taxe de luxe par l'arrêté royal du 24 septembre 1926.

Réduction de 10 à 6 % de la taxe de luxe due sur les pièces détachées, garnitures et accessoires de véhicules à moteur. (A. R. du 9 février 1927.)

Exemption de la taxe de facture de 2 % établie au profit des importations de marchandises par mer.

Exemption de la taxe de 2 % au profit du remorquage afférent aux transports maritimes. (A. R. du 5 avril 1927.)

Arrêté royal du 28 mai 1927. — Établissement d'une taxe forfaitaire de 3 % sur le café et sur certaines graines de légumineuses et de 2 % sur le sucre cristallisé ou raffiné, mesure qui se traduit par un dégrèvement au profit de ces denrées alimentaires.

Arrêté royal du 14 juin 1927. — Réduction de 4 à 2 % de la taxe frappant les achats de mitrailles, déchets textiles, etc., par les industriels établis dans le pays, et suppression de la taxe de transmission de 1 % frappant l'exportation des ciments.

Diverses décisions prises en exécution des articles 23, 2° et 37 du code des taxes assimilées au timbre et supprimant ou réduisant la taxe de transmission pour certains produits.

Arrêté royal du 3 mars 1927 supprimant la taxe de transmission à l'exportation sur le verre à vitre, les dalles, pannes et tuiles en verre, et réduisant de 4 à 2 % la taxe à l'exportation sur les briques, tuiles et pannes, et de 2 à 1 % la taxe à l'exportation sur le sulfate d'ammoniaque.

Le total des dégrèvements opérés ensuite des mesures ci-dessus énumérées peut être fixé à. fr. 95,000,000

B. — Taxe sur les automobiles.

La réduction consacrée par l'arrêté du 29 décembre 1926	
peut être fixée à fr.	45,000,000
compensée à concurrence de	15,000,000
par le relèvement de la taxe sur les essences.	30,000,000

C. — Taxe sur les spectacles et divertissements publics.

L'allègement résultant de la loi du 23 juillet 1927 peut	
être évalué à	15,000,000

A REPORTER. fr.	140,000,000
-------------------------	-------------------

REPORT. . . fr. 140,000,000

D. -- *Droit de consommation sur les cigares
et cigarillos.*

La réduction consentie par la loi du 29 décembre 1926 s'élève à	10,000,000
--	------------

Le total des dégrèvements opérés dans le cadre des impôts spéciaux attribués au Fonds d'Amortissement atteint donc . . .	150,000,000
---	-------------

D'autres dégrèvements plus importants encore ont été réalisés dans d'autres domaines :

La loi du 20 avril 1927 qui a modifié, dans le sens de l'élargissement des tranches, l'échelle de progressivité de la supertaxe et relevé adéquatement la tranche du minimum de revenu exonéré de la taxe professionnelle représente une atténuation de charge fiscale qui peut se chiffrer à 220 millions.

Tout récemment, dans un autre ordre d'idées, la loi du 23 juillet 1927, dans le but de favoriser une meilleure organisation de nos industries, a réduit des deux tiers les droits d'enregistrement et de transcription, auxquels sont assujettis les actes portant fusion de sociétés.

A côté des dégrèvements déjà consommés, il importe de placer celui qu'entraînera le vote par le Parlement du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre en séance du 5 juillet dernier (*Doc. parl.*, Chambre des Représentants, session 1926-1927, n° 286). Ce projet consacre, dans le cadre des impôts sur les revenus et notamment de la taxe mobilière et de la taxe professionnelle, des atténuations d'impôts dont l'importance peut être arbitrée à 90 millions.

Signalons pour finir l'arrêté tout récent qui, par l'institution d'une taxe forfaitaire, améliore le système d'application de la taxe de transmission dans le domaine des denrées coloniales.

L'ensemble de ces mesures atteste que le problème fiscal est au premier plan des préoccupations du Gouvernement. Celui-ci a institué récemment un Comité spécial composé de personnalités particulièrement compétentes et qui est chargé d'examiner les questions d'ordre économique que soulève l'application de la taxe de transmission et des impôts connexes, de surveiller le rendement de ces impôts et d'observer les répercussions que ceux-ci sont susceptibles d'exercer sur le développement de l'industrie nationale et du commerce. (Arrêté royal du 13 juin 1927, publié au *Moniteur* du 17 du même mois.)

Avec le concours de ce Comité, le Gouvernement s'appliquera à rechercher les nécessités propres à chacune des branches de notre industrie, de notre commerce et de notre agriculture et à réaliser, du point de vue fiscal, les mesures nécessaires pour leur permettre de lutter efficacement sur les marchés mondiaux.

Il nous reste à expliquer sommairement les fluctuations qui se constatent dans les autres rubriques du Budget des Voies et Moyens.

Péages.

La prévision pour 1928 accuse une augmentation de 7 millions par rapport à l'exercice 1927.

D'une part, la marche des recettes des droits de navigation en 1927 permet d'escompter pour cette année un supplément de recettes de 2 millions. D'autre part, la prospérité croissante du port d'Anvers, fait prévoir pour 1928 une plus-value de 5 millions dans la recette des droits de quai.

Capitaux et revenus.

Sous l'influence de causes multiples, les recettes domaniales et les revenus des fonds disponibles du Trésor et différentes recettes de Trésorerie qui se rattachent à l'exercice 1928 procureront au Trésor une augmentation de ressources de 46 millions.

Par contre, les produits de Trésorerie se trouvent en diminution de 68 millions et demi.

Cette diminution provient du fait :

a) que, par suite de la baisse du taux de l'escompte, la part des bénéfices de la Banque Nationale que l'article 17 de l'arrêté du 25 octobre 192 attribue à l'État c'est-à-dire les bénéfices qui dépassent 3 $\frac{1}{2}$ % se trouve diminuée de 30 millions ;

b) que, sous le régime créé par l'arrêté qui précède, l'État n'a plus droit à la bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions des billets de la Banque Nationale, d'où une réduction de recettes de 38,500,000 francs.

Remboursements.

Nous enregistrons au chapitre des remboursements une augmentation de recettes de 80 millions.

Cette augmentation est presque entièrement imputable à la récupération, à charge des communes, d'une partie des sommes dépensées par l'État pour le paiement des traitements du personnel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'État ; d'autre part, à la récupération, à charge des provinces et des communes, de leur part dans le service des pensions de vieillesse. Un complément de pension ayant été accordé aux bénéficiaires de pensions de vieillesse par la loi du 20 juillet 1927, la contribution des provinces et des communes s'est accrue en proportion.

Recettes compensatoires.

Compte tenu des augmentations et des diminutions, les recettes compensatoires de 1928 accusent une augmentation nette de 154 millions par rapport à 1927.

Deux observations à cet égard :

a) Suivant l'accord signé à Washington le 18 août 1925, la dette totale de la Belgique envers les États-Unis d'Amérique doit s'amortir en soixante-deux ans. L'annuité que ce règlement comporte figure au Budget de la Dette publique.

En contre-partie de cette charge, l'article 4 de l'accord de Paris du 14 janvier 1925 relatif à la répartition des annuités du Plan Dawes attribue à la Belgique une certaine part dans l'annuité à verser par l'Allemagne en vertu du Plan Dawes. Cette part atteint pour 1928, 105 millions, contre 77 $\frac{1}{2}$ millions en 1927, d'où augmentation de 27 millions et demi.

b) Le Budget de 1928 s'enrichit d'une recette nouvelle provenant du produit du dividende variable à attribuer au capital de 5 milliards appartenant à l'État et représenté par les actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges non émises par le Fonds d'amortissement.

En réalité, il ne s'agit pas à proprement parler d'une augmentation par

rapport à l'exercice 1927; celui-ci, encore que la recette n'ait pu être prévue au moment de la formation du Budget, n'en bénéficiera pas moins d'une même somme de 135 millions, part desdites actions dans le dividende du premier exercice de la Société Nationale.

§ 5. — L'excédent du Budget ordinaire et le Fonds d'amortissement.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, la balance générale des Budgets ordinaires de 1928 s'établit comme suit :

<i>Recettes</i>	8,798,000,000
<i>Dépenses</i> (y compris les charges de la péréquation des traitements mais déduction faite de l'amortissement extraordinaire des obligations de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants, lequel est à la charge du Fonds d'amortissement) fr	7,531,000,000
Excédent de recettes. fr.	1,267,000,000
Le projet de loi relatif au Budget des Voies et Moyens de l'exercice 1928 prévoit, en son article 2, que la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement est fixée pour cet exercice, à fr.	1,200,000,000
Le Budget ordinaire clôture donc par un boni de fr.	67,000,000

La fixation au chiffre de 1,200,000,000 de francs de la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement se justifie par les considérations suivantes :

Le Fonds d'amortissement doit accomplir une double tâche : assurer l'amortissement légal et contractuel de la dette consolidée; réduire par des remboursements le capital de la dette publique en général. Pour le premier objet, il utilise les dotations qui sont annuellement inscrites au Budget de la Dette publique; pour le second, il est pourvu de ressources spéciales, mises à sa disposition par la loi qui l'institua.

Ces ressources sont :

- 1° Le produit des aliénations extraordinaires d'immeubles domaniaux;
- 2° Les dons et legs faits à l'État sans affectation spéciale ou faits directement au Fonds d'amortissement;
- 3° La dotation annuelle extraordinaire de 1,500 millions de francs minimum correspondant au rendement à provenir des suppléments temporaires d'impôts et de taxes décrétés dans ce but. Cette dotation extraordinaire est prévue pour un terme de quatre années. Le Fonds d'amortissement en sera crédité mensuellement par douzième jusqu'à l'abrogation des lois relatives auxdits suppléments d'impôts et de taxes.

Dans le rapport dont il donna lecture à la Chambre le 3 juin 1926, l'honorable M. Wauwermans insista sur ce fait que la dotation de 1,500 millions avait pour justification essentielle la nécessité où l'on se trouvait d'amortir rapidement la dette flottante qui, une fois la confiance ébranlée, conduisait à une inflation progressive de la circulation fiduciaire.

C'est en s'inspirant de la même idée que le Ministre des Finances justifiait le texte de l'article 4, aux termes duquel la dotation extraordinaire est prévue pour quatre ans. « Il est évident, disait-il, que cela ne porte aucune atteinte au droit constitutionnel du Parlement de voter les taxes tous les ans. Seulement il était nécessaire que la Chambre manifestât son accord pour le maintien de cette alimentation du fonds pendant quatre ans... On saura par là que l'inflation à laquelle nous devons recourir momentanément sera certainement résorbée, et que les porteurs de bons à court terme trouveront une caisse suffisamment garnie. »

Et le Premier Ministre, clôturant le débat, ratifia cette interprétation.

Il est donc bien établi que la loi du 7 juin 1926, qui institua le Fonds d'amortissement, n'a porté aucune atteinte aux pouvoirs que le Parlement exerce annuellement par le vote de la loi budgétaire; elle ne pourrait avoir pareil effet. En prévoyant l'attribution pendant quatre ans de la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement, elle a, sans déroger aux principes de notre droit public, déterminé les bases d'une politique d'assainissement financier *en conformité avec les faits constatés à ce moment*. A mesure que le temps s'écoule, des faits nouveaux peuvent survenir, qui modifient la prévision primitive sans altérer en rien le plan général de notre politique financière.

Il faut donc considérer les faits; voir ce qui est accompli de la tâche dévolue au Fonds d'amortissement; connaître exactement ce qu'il reste à faire; et en déduire l'intensité et la durée de l'effort qui s'impose encore au pays.

A la date du 1^{er} juin 1926, la dette flottante de l'État comprenait les éléments que voici ⁽¹⁾ :

a) Les avances de la Banque Nationale obtenues en exécution de la loi du 19 mai 1926	fr. 668,324,000
Le montant de ces avances allait s'élever encore et atteindre, le 13 juillet, la somme de 1,075,000,000 de francs.	
b) Bons intérieurs du Trésor à trois et à six mois	4,381,341,000
c) Bons intérieurs divers	88,000,000
d) Bons du Trésor à change garanti	488,000,000
e) Bons du Trésor en devises, valeur en francs belges.	274,308,000
f) Crédits provisoires de change : débit en francs belges au cours de 175 la livre	261,592,000
g) Bons monétaires à l'échéance du 1 ^{er} décembre 1926	1,879,405,300
h) Bons interprovinciaux aux échéances de décembre 1928 à septembre 1930	647,510,000
i) Emprunt dit « des chevaux canadiens », à l'échéance de mars 1929 : 930,480 livres, soit	162,834,000
j) Avances de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sur obligations A. N. I. C. ; montant de ces titres	855,000,000
	9,706,314,300

Sous la pression des nécessités que l'on sait, le Gouvernement s'est vu obligé de précipiter l'œuvre d'assainissement monétaire en prenant des mesures exceptionnelles pour la consolidation d'une grande partie de la dette flottante. A la

(1) On n'a jamais compris dans la dette flottante les Bons à dix ans, d'un montant total de 788,986,000 francs, qui viennent à échéance en 1932.

suite de ces mesures, et, d'autre part, des remboursements effectués, voyons ce qui restera, en fin de l'exercice 1927, des dettes énumérées ci-dessus :

a) Les avances de la Banque Nationale — nous disons celles de 1926 — ont été couvertes par le produit de l'emprunt de stabilisation ;

b) et c) Les Bons intérieurs du Trésor à court terme détenus par des particuliers sont remboursés ou convertis en actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Ceux qui appartenaient à des établissements financiers ont été convertis en actions Chemins de fer ou en bons spéciaux. A l'entrée de l'exercice prochain, il ne restera de ces bons dans le portefeuille des banques qu'un montant de 524,907,000 francs, dont les dernières échéances se placent à la fin de l'année 1929 ;

d) e) et f) Les Bons à change garanti et en devises, ainsi que les crédits de change sont éteints par des remboursements, dont le dernier fut effectué le 24 février 1927 ;

g) Les Bons monétaires ont été remboursés, convertis en actions de la Société Nationale des Chemins de fer belges, ou, en ce qui concerne les titres appartenant aux banques, échangés en partie contre des bons spéciaux dont le montant est compris dans le chiffre de 524,907,000 francs mentionné sub b) et c).

h) Les Bons interprovinciaux sont encore en cours.

i) Il en est de même de l'emprunt canadien.

j) Sur les avances de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, un montant de 250 millions de francs aura été remboursé à la fin de cette année.

Par conséquent, au 1^{er} janvier de l'année prochaine, la dette flottante remboursable avant le 30 juin 1930 sera réduite aux éléments suivants :

Bons spéciaux	fr.	524,907,000
Bons divers.		19,250,000
Bons interprovinciaux		642,460,000
Bons remis au Gouvernement canadien		162,834,000
Avances de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie . .		602,734,000
ENSEMBLE.		<u>1,952,185,000</u>

Au point de vue des époques de remboursement, ce total se subdivise comme il suit :

A rembourser pendant l'année 1928	fr.	618,970,000
A rembourser pendant l'année 1929		1,203,731,000
A rembourser pendant le 1 ^{er} semestre 1930		129,484,000
TOTAL ÉGAL.		<u>1,952,185,000</u>

On peut en conclure que, du chef de la dette flottante, la tâche qui incombe désormais au Fonds d'amortissement n'exige que des moyens sensiblement inférieurs à ceux qui furent primitivement prévus.

D'autres éléments doivent cependant être considérés avant de prendre une décision à ce sujet.

Lorsque le Fonds d'amortissement fut institué, on ne fit pas entrer en ligne de compte, parmi les règlements dont il aurait la charge, l'ancien compte d'avances de la Banque Nationale, provenant de l'échange des marks. Il était

évident que l'apurement de ce compte serait le corollaire obligé d'une réforme monétaire.

C'est ce qui advint en exécution de l'arrêté royal du 25 octobre 1926. Toutefois, la dette ne fut pas totalement éteinte : un solde de deux milliards demeura inscrit au bilan de la Banque. L'article 4 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 stipule :

« Le remboursement du solde prévu à l'article 2 ci-dessus sera assuré par le Fonds d'amortissement aux conditions de l'article 6 de la loi du 7 juin 1926 et d'accord avec la Banque. Il se fera concurremment avec le remboursement de la dette flottante extérieure à ce jour et des charges incombant au Fonds du chef de la dette flottante intérieure. »

Les motifs qui exigent le prompt apurement de la dette flottante ne s'appliquent pas au solde des avances de la Banque Nationale. Ces avances ne comportent ni échéances, ni charges d'intérêts. Le reproche qui s'y attache est de porter atteinte à la liquidité des avoirs de la Banque. Or, cet inconvénient est plus ou moins grave et sa suppression plus ou moins urgente suivant l'importance relative de l'immobilisation qu'il comporte et suivant la situation générale de l'institut d'émission. Or, actuellement l'avoir de notre Banque Nationale en or et en disponibilités sur l'étranger atteint une proportion de 70 % par rapport aux engagements à vue. Si l'on éliminait d'un coup le solde des avances à l'État, cette proportion atteindrait 90 %. Il est donc permis de prendre son temps.

Mais on aurait tort de s'endormir dans une sécurité trop commode. En effet, la situation actuelle tient, en partie, à des causes de nature occasionnelle. Depuis la stabilisation, un afflux de capitaux étrangers s'est dirigé vers le marché belge, attiré par le loyer de l'argent et par la spéculation. Des événements sur lesquels nous n'avons point d'action peuvent déterminer des mouvements en sens contraire : il en résulterait une diminution de disponibilités et un recours au crédit. La Banque verrait diminuer son portefeuille étranger, augmenter le volume de son portefeuille belge et de ses avances sur fonds publics.

Sans doute, une ample marge la sépare du point où ce phénomène deviendrait un danger sérieux. Encore faudrait-il, dès l'abord, prévenir ce danger par un relèvement du taux de l'escompte; et ce serait un premier dommage.

En cas de crise industrielle prolongée, de crise sociale, de tension internationale, le resserrement monétaire se ferait sentir davantage. Bref, il importe, en vue des épreuves que l'avenir peut apporter, d'éliminer toute cause de faiblesse.

Le Comité consultatif financier s'est trouvé unanime à estimer qu'il convenait d'inaugurer dès 1928 le remboursement du solde des anciennes avances de notre Institut d'émission.

Si l'examen de cette question particulière a été différé jusqu'à présent, c'est que le Gouvernement entendait qu'au préalable fût achevé le remboursement aux particuliers des Bons du Trésor à six mois. D'accord avec diverses suggestions émises dans les deux Chambres, il a voulu d'abord effacer la trace des mesures exceptionnelles qu'il avait dû prendre dans un moment de grand danger. La dernière tranche de ces Bons a été remboursée le 1^{er} septembre dernier. Il n'y a donc plus de raison d'attendre.

A ce sujet, il convient de ne pas oublier que des circonstances peuvent se présenter qui hâteraient le règlement final des avances de la Banque Nationale.

La Belgique est toujours en instance vis-à-vis de l'Allemagne pour la réparation du préjudice causé par la circulation obligatoire des marks. Le règlement de ce litige, dont le fondement n'est pas contesté, entraînerait l'apurement du solde dû à la Banque.

Ce point étant admis, il convient pour la détermination de la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement, de tenir compte d'un dernier élément : la dotation mensuelle de 125 millions servie au Fonds d'amortissement depuis le 1^{er} juillet 1926 s'est parfois avérée insuffisante pour faire face au remboursement de tous les Bons du Trésor arrivant successivement à échéance. Afin d'éviter de nouveaux renouvellements, la Trésorerie a été amenée à assurer les remboursements que le Fonds n'était pas à même d'opérer avec ses disponibilités propres. Ces opérations constituent de véritables avances de caisse dont le Fonds reste comptable envers le Trésor. Au 31 décembre 1927, ces avances déjà partiellement apurées s'élèveront encore à environ 560 millions de francs.

Mais le Fonds d'amortissement n'a-t-il pas une autre fonction, qui consisterait à réduire le montant de la dette consolidée?

Il est vrai que l'article 1^{er} de la loi du 6 juin 1926 affecte, en principe, les ressources spéciales du Fonds « à la réduction de la Dette publique en général, tant à long terme qu'à court terme ». Toutefois, comme l'indiquait le rapporteur de la Commission des Finances de la Chambre, c'était la dette flottante qu'il importait de faire disparaître; c'était à cette fin que le Gouvernement réclamait des impôts nouveaux. Quant à la dette consolidée, on n'envisageait l'intervention du Fonds d'amortissement que comme un moyen d'améliorer le marché des titres. Cette amélioration est d'ores et déjà réalisée. On ne voit pas bien l'avantage d'une politique qui surchargerait les contribuables pour rembourser des dettes dont l'amortissement est réglé légalement et contractuellement; la réduction que l'on pourrait obtenir par cette méthode serait d'ailleurs peu considérable au regard du capital de 51 milliards qui constitue la dette consolidée de l'État. Ce qui importe, c'est de ne pas augmenter cette dette par de nouveaux emprunts. L'ensemble des propositions budgétaires s'inspire de ce principe.

Nous avons vu que les Bons du Trésor arrivant à échéance durant les deux prochaines années montent, savoir :

pour l'année 1928, à	fr. 618,970,000
et pour l'année 1929, à	1,203,731,000

ENSEMBLE. . . fr. 1,822,701,000

Une dotation extraordinaire de 100 millions par mois donne
pour les deux années au Fonds d'amortissement une
somme de 2,400,000,000

La couverture des échéances de la dette flottante laisserait
donc au Fonds d'amortissement, à l'expiration de l'année
1929, un excédent disponible de 577,299,000

Cet excédent doit être affecté tout d'abord aux remboursements que, d'accord avec le Gouvernement, le Fonds estimera devoir effectuer à la Banque Nationale.

C'est au Conseil d'administration du Fonds d'amortissement qu'il appartient de régler en détail l'emploi de sa dotation.

Il appert de ce qui précède que celle-ci fixée, pour l'exercice prochain à 1,200 millions, sera largement suffisante.

La différence entre la dotation primitive (1,500 millions) et la dotation nouvellement fixée (1,200 millions), soit 300 millions, ne sera en rien consacrée aux charges du Budget ordinaire, notamment aux nécessités de la péréquation des traitements. Elle correspondra intégralement à une réduction corrélative réalisée ou à réaliser des impôts spéciaux établis par les lois des 7 et 8 juin 1926 pour alimenter ladite dotation. Comme il a été dit plus haut, le choix des dégrèvements à opérer encore sur ces impôts spéciaux sera déterminé par les besoins de l'économie nationale.

Il importe de constater, en outre, ainsi qu'il a été dit ci-dessus (voir p. 17), que la différence susdite de 300 millions est fort inférieure à la totalité des dégrèvements déjà réalisés ou proposés sur l'ensemble des charges fiscales.

CHAPITRE II

BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES
EXTRAORDINAIRES

§ I. — Budget extraordinaire proprement dit.

Le tableau ci-après expose comment se présente le Budget extraordinaire proprement dit de 1928 comparativement à celui de 1927.

1° Dépenses.

MINISTÈRES.	Crédits votés pour 1927 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour 1928.	DIFFÉRENCES.	
			Augmenta- tions.	Diminu- tions.
Justice	1,575,000 »	1,000,000 »	»	575,000 »
Affaires Étrangères. . . .	3,774,000 »	»	»	3,774,000 »
Intérieur et Hygiène . . .	4,720,000 »	7,470,000 »	2,750,000 »	»
Sciences et Arts.	12,913,455 21	12,053,784 50	»	859,670 71
Agriculture	750,000 »	»	»	750,000 »
Travaux publics.	184,698,531 »	⁽¹⁾ 294,811,000 »	110,112,469 »	»
Industrie, Travail et Prév. soc.	3,360,900 »	4,460,000 »	1,099,100 »	»
Colonies	63,800 »	»	»	63,800 »
Défense nationale	18,075,800 »	46,034,074 »	27,958,274 »	»
Finances	20,652,412 17	6,400,000 »	»	14,252,412 17
TOTAL. . . fr.	250,583,898 38	372,228,858 50	141,919,843 »	20,274,882 88
			+ 121,644,960 12	
Recettes	38,399,000 »	17,409,500 »		
Excédent des dépenses. . .	212,184,898 38	354,819,358 50		

(1) Y compris 127,000,000 francs pour les grands travaux.

Parmi les dépenses reprises au tableau qui précède, celles relatives aux Travaux publics retiennent spécialement l'attention. L'importance des crédits inscrits à cette fin au Budget extraordinaire souligne l'effort que le Gouvernement est décidé à faire pour assurer la restauration de notre réseau routier et pour enrichir le pays d'un capital productif et d'un outillage moderne.

Les routes, élément essentiel de l'économie nationale, sont généralement en mauvais état. Certaines d'entre elles ont été usées jusqu'à l'enrochement par le charroi des armées pendant la guerre, par le manque absolu d'entretien et enfin par la circulation intense des automobiles. Le Gouvernement n'a pu, après la guerre, subvenir aux réfections et à l'entretien nécessaires. Cette situation ne peut perdurer.

Le Budget extraordinaire comporte à cette fin des crédits qui s'élèvent à fr.	118,650,000
Si à cette somme on ajoute celle de	66,500,000
prévue au Budget ordinaire du Département des Travaux publics, et celle de	950,000
figurant au chapitre des dépenses non permanentes afférentes aux réparations des dommages de guerre, on constate que ce Département aura à sa disposition	186,100,000
pour entreprendre l'œuvre de restauration définitive de notre réseau routier.	

Le programme des travaux a été soigneusement préparé et une organisation administrative en permettra la réalisation prompte et méthodique.

L'autre poste important du Budget extraordinaire est le crédit de 127,000,000 de francs proposé pour les « grands travaux ». Il permettra l'exécution du programme proposé par la Commission nationale des Grands Travaux, programme très vaste dont la réalisation totale absorbera, en une période de dix à quatorze ans, environ 1,800,000,000 de francs. Si le crédit inscrit au Budget de l'année 1928 est faible en comparaison des dépenses totales, c'est que les projets ne sont pas encore tous achevés et qu'il faut un certain temps pour passer à l'exécution.

Les grands travaux sont en réalité l'achèvement, suivant un rythme accéléré, de travaux déjà commencés et le complément de l'outillage national. Leur rapide exécution rendra productifs d'importants capitaux investis dans des entreprises encore inachevées, elle améliorera très sensiblement le rendement d'ouvrages existants et apportera au pays des facteurs nouveaux de prospérité.

L'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles doit être terminé en 1932. Le Gouvernement veut que cette entreprise importante soit achevée aussi rapidement que le permet la nature des travaux à exécuter. Il est urgent, en effet, que le capital dépensé pour cet ouvrage devienne productif et que le bassin industriel de Charleroi soit relié par une large voie navigable à la capitale, au port d'Anvers et au bassin houiller de la Campine.

Il sera pourvu de même à l'achèvement des travaux de la Sambre aux environs de Charleroi, ainsi que des importants travaux d'appropriation de la Meuse destinés à assurer la navigation par trains de bateaux et par bateaux de grand tonnage, et à parer aux inondations.

Il sera remédié à l'insuffisance des voies navigables qui unissent la Meuse à Anvers. D'importants crédits sont proposés pour l'amélioration des canaux de

la Campine. Un crédit est prévu pour un canal nouveau reliant Visé à Hasselt, qui unira la Meuse aux canaux de la Campine sans emprunter le territoire étranger. Par le creusement de ce canal et l'amélioration des canaux existants, la région industrielle de Liège et le bassin houiller de la Campine seront reliés par une voie directe et facile à notre métropole commerciale.

Les crédits prévus pour les autres dépenses extraordinaires à charge du Département des Travaux publics assureront les travaux nécessaires à l'outillage du port de pêche d'Ostende, à l'amélioration du port de Zeebrugge et à l'aménagement de quelques voies navigables.

En termes de conclusion, la Commission Nationale des Grands Travaux a formulé le vœu de voir le Gouvernement « adopter dès le début un plan financier susceptible d'assurer l'exécution rapide et la continuité de l'entreprise ».

Ce vœu se trouve réalisé par la création d'un fonds spécial et temporaire à inscrire au Budget pour ordre et dénommé « Fonds des Grands Travaux », dont l'importance est estimée à 1,800 millions, fonds qui sera alimenté notamment par le virement des crédits extraordinaires à ouvrir annuellement au Ministère des Travaux publics.

Par identité de motifs, le Gouvernement institue un « Fonds spécial des routes » d'un import évalué à 600 millions et dont l'alimentation est assurée notamment par des virements de crédits extraordinaires ainsi qu'il est dit plus haut.

L'organisation et le caractère de ces deux fonds spéciaux feront l'objet d'un projet de loi se rattachant à l'ensemble des mesures à proposer au Parlement pour l'exécution du programme des grands travaux.

Les dépenses extraordinaires se rapportant aux autres Départements comprennent notamment :

Au titre du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène :

Part d'intervention de l'État dans le coût des distributions d'eau, etc	7,470,000
---	-----------

Au titre du Ministère des Sciences et des Arts :

Construction d'écoles normales.	2,200,000
Enseignement primaire. — Subsidés pour construction d'écoles.	9,000,000

Au titre du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale :

Dépenses de premier établissement et d'exploitation des services frigorifiques	4,460,000
Ce service solde par un excédent de recettes de 3,090,000 francs.	

Au titre du Ministère de la Défense Nationale :

Services techniques du Génie (travaux de casernement)	14,360,000
Service des hôpitaux	3,250,000
Établissements et services techniques de l'artillerie (outillage et munitions)	26,376,000
Aéronautique militaire (matériel)	2,000,000

Au titre du Ministère des Finances :

Construction et acquisition de locaux pour les différentes administrations	1,325,000
Prêts du Trésor belge en vue de l'outillage économique des territoires du Ruanda et de l'Urundi.	4,000,000
Participation au capital d'établissement de lignes d'autobus . . .	1,000,000

Recettes extraordinaires.

Les recettes extraordinaires pour 1928 sont évaluées à 17,409,500 francs, soit en diminution de 20,989,500 francs par rapport à 1927. Cette diminution provient du fait que, sous l'influence des amortissements opérés, le capital des obligations 6 p. c. de l'Association des Industriels et Commerçants appartenant à l'État et remboursé par tirage au sort en 1928 ne s'élève, pour 1928, qu'à 1,510,000 francs, alors qu'il était prévu pour 11,000,000 de francs, en 1927.

Disparaissent, en outre, en 1928 :

1° La recette extraordinaire de 9,000,000 de francs prévue en 1927, pour le produit des coupes supplémentaires à réaliser dans les forêts domaniales;

2° La recette de 5,570,000 francs prévue en 1927 pour le produit de la vente de l'hôtel du consulat de Shanghai.

✱

Par contre, nous enregistrons au titre des recettes extraordinaires de 1928, le premier versement de 3,000,000 de francs à effectuer par la Ville d'Anvers en exécution de la loi du 16 juillet 1927. (*Moniteur* du 4 août 1927.)

§ 2. — Budget des Réparations.

Dépenses non permanentes afférentes aux réparations des dommages de guerre.

MINISTÈRES.	Crédits votés pour 1927 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour 1928.	DIFFERENCES.	
			Augmen- tations.	Diminu- tions.
Justice	234,550 »	199,000 »	»	35,550 »
Intérieur et Hygiène	6,800,000 »	11,000,000 »	4,200,000 »	»
Agriculture	50,741,412 »	26,986,330 »	»	23,755,082 »
Travaux publics.	17,081,540 »	12,025,000 »	»	5,056,540 »
Défense Nationale	1,780,200 »	1,375,500 »	»	404,700 »
Finances.	514,668,228 »	515,074,017 »	405,789 »	»
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.	330,000 »	175,000 »	»	155,000 »
TOTAL. . . . fr.	591,635,930 »	566,834,847 »	4,605,789 »	29,406,872 »
DIMINUTION. . . . fr.			24,801,083 »	

Les crédits encore nécessaires se rapportent notamment :

Pour le Ministère de la Justice :

Aux frais du Conseil de guerre en campagne (zone d'occupation).

Pour le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène :

Au subside à l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre.

Pour le Ministère de l'Agriculture :

A l'achèvement définitif des opérations de l'ancien Office des Régions dévastées.

Un ensemble de crédits montant à près de 25 millions de francs est encore nécessaire à cette fin. Le surplus se rapporte aux dommages occasionnés par la guerre à la voirie communale, aux cours d'eau, etc.

Pour le Ministère des Travaux publics :

Les crédits prévus se rapportent pour la presque totalité à la réfection de travaux hydrauliques endommagés par faits de guerre.

Pour le Ministère de la Défense nationale :

Aux frais des Commissions de pensions d'invalidité, au paiement de réquisitions et dégâts et aux dépenses du service de destruction des munitions.

Pour le Ministère des Finances :

Principalement au paiement aux sinistrés des indemnités de dommages de guerre.

Un demi milliard sera affecté à cette fin pendant l'année 1928 savoir :

aux paiements effectués sous forme de remise de titres de la	
Dette publique	fr. 400,000,000
aux paiements en espèces	100,000,000
TOTAL.	fr. <u>500,000,000</u>

Les modalités de paiement des indemnités pour dommages de guerre continueront à être appliquées. On maintiendra, comme précédemment, la priorité pour les paiements en espèces au profit des invalides et des anciens combattants, des familles nombreuses, des victimes des inondations et des personnes âgées.

Le surplus des crédits sollicités se rapporte aux frais d'administration des divers organismes nés de la guerre (Office des Dommages de guerre, Cours et Tribunaux des Dommages de guerre, Services belges de Réparations en nature, Service de Récupération du butin de guerre). Le Gouvernement poursuit son programme de suppression graduelle des organismes qui ont eu à assumer la tâche importante de la réparation des dommages de guerre.

« Dans le courant de l'année 1927 », portait l'Exposé général du Budget de l'exercice 1927, « sera close la période d'instruction de tous les dossiers de dommages de guerre. On verra ainsi disparaître, dans le courant de l'année, toutes les juridictions instituées à cette fin ».

Effectivement, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 30 septembre 1927, on a pu terminer plus de 25,000 affaires, soit par jugement, soit par transaction, de sorte qu'à la fin de l'année en cours, il ne restera plus que quelques milliers de dossiers en souffrance dont un grand nombre se rapportent à des indivisions, ou concernent des sinistrés décédés dont les héritiers n'ont pas fait valoir leurs droits, ou des intéressés qui tardent à fournir les justifications nécessaires.

Vers la fin de l'année 1927, l'instruction des dossiers pourra donc être considérée comme virtuellement close et l'on ne maintiendra qu'un Commissariat pour l'apurement final dans l'arrondissement d'Ypres et dans les trois sièges des cours d'appel. Ce maintien est nécessaire parce que la loi du 24 juillet 1927 vient d'accorder aux victimes civiles de la guerre un nouveau délai jusqu'au 31 décembre 1928 pour demander la revision éventuelle du degré d'invalidité ou de l'incapacité de travail qui a été fixé primitivement par les juridictions des dommages de guerre.

Recettes de réparation.

Les recettes de réparation escomptées pour 1928 montent à . fr.	1.067,710,000
Elles étaient évaluées pour 1927 à	1,001,810,000
Soit une augmentation de fr.	<u>65,900,000</u>
Les paiements à faire par l'Allemagne au cours de l'année 1928	
sont évalués à 101,000,592 marks-or, dont la contrevaletur, ⁽¹⁾	
au cours de fr. 8.57 le mark-or, s'élève à	<u>865,575,073</u>
A REPORTER fr.	865,575,073

(1) Cette somme représente les huit douzièmes des recettes de la 4^e annuité et les quatre douzièmes de celles de la 5^e annuité.

REPORT . . . fr. 865,575,073

De cette somme, il y a lieu de déduire pour être portés en recette au Budget des Voies et Moyens :

a) les frais de l'armée d'occupation .	114,000,000	
b) la part de la Belgique au titre de sa dette de guerre envers les États-Unis.	105,000,000	
		219,000,000

Le solde des crédits mis à notre disposition par l'Allemagne s'élève donc, en chiffres ronds, à fr. 646,000,000
soit une augmentation de 178 millions par rapport à l'année 1927.

Comme on le sait, le mode d'absorption de ces crédits s'effectue par voie de livraisons en nature effectuées en commerce libre et imputées sur le compte réparation.

Le tableau des recettes de réparation comprend en outre une somme de 400 millions représentant le produit des titres à émettre en paiement de dommages de guerre, paiements figurant pour une somme correspondante au tableau des dépenses de réparation.

Ainsi qu'il a été dit dans l'Exposé général de 1927, il n'est pas de règle de porter en recette au Budget des produits d'emprunt, puisque les emprunts ne sont généralement destinés qu'à couvrir des excédents de dépenses constatés définitivement par les comptes. Si exception est faite en l'occurrence, c'est que, dans l'économie du système adopté par les dommages de guerre, la recette est appelée à naître à l'instant même où s'effectue la dépense.

Les autres recettes de réparation n'appellent pas de commentaire spécial.

* * *

Le tableau ci-après indique la balance du Budget extraordinaire, respectivement pour les années 1927 et 1928 (non compris les recettes et les dépenses extraordinaires des régions).

	Année 1927.	Année 1928.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Dépenses extraordinaires proprement dites . . .	250,583,898 38	372,228,858 50	121,644,960 12	»
Recettes extraordinaires . .	38,399,000 »	17,409,500 »	»	20,989,500 »
Excédent des dépenses. . .	212,184,898 38	354 819,358 50	»	»
Dépenses non permanentes afférentes aux réparations des dommages de guerre.	591.635,930 »	566,834,847 »	»	24,801,083 »
Recettes de réparation . .	1,001 810,000 »	1,067,710,000 »	65,900.000 »	»
Excédent des recettes . . .	410,174,070 »	500,875 153 »	»	»

Si on met en regard l'excédent des recettes de réparation et l'excédent des dépenses extraordinaires proprement dites, on constate que, pris dans son ensemble, le Budget extraordinaire se solde par un boni de 198 millions pour 1927 et par un boni de 146 millions pour 1928.

Ici se place une observation importante :

Si le budget des réparations se clôture par un excédent de recettes, cela ne veut pas dire, loin de là, que les versements de l'Allemagne couvrent les charges que la guerre impose à notre Budget.

En réalité, les dépenses résultant de la guerre sont de beaucoup supérieures aux chiffres inscrits au Budget des réparations.

A ces derniers, il convient d'ajouter la charge annuelle qui incombe à l'État du chef des nombreux emprunts, tant intérieurs qu'extérieurs, qu'il a dû conclure pour parer aux conséquences de la guerre, ainsi que la charge des pensions d'invalidité, de la dotation des combattants, etc., c'est-à-dire en somme la plus grande partie du Budget de la Dette publique.

Cette considération fait apparaître combien les recettes de réparation sont insuffisantes en regard des sacrifices immenses que la Nation a dû s'imposer et devra encore assumer pendant de nombreuses années pour réparer les désastres de la guerre. En inscrivant au Budget ordinaire les charges des emprunts et des pensions et en les couvrant par des ressources normales, les Gouvernements antérieurs ont voulu assurer le paiement des annuités par des ressources régulières en même temps que l'équilibre du Budget général.

Cette prise en charge par le Budget ordinaire de la plus grande partie des dépenses nées de la guerre fait que la balance des paiements effectués en vertu du Plan Dawes et des dépenses prévues au Budget des réparations laisse disponible un solde qui compense le déficit du Budget extraordinaire proprement dit. Ce solde nous permet pour 1928 de mener à bonne fin, sans affecter l'équilibre du Budget général, ni faire appel au crédit, le programme de grands travaux publics exposé plus haut.

CHAPITRE III

**BUDGET DES ADMINISTRATIONS DE LA MARINE,
DES POSTES, TELEGRAPHES,
TELEPHONES ET AERONAUTIQUE.**

§ I. — Dépenses et Recettes ordinaires.

Le tableau ci-après présente, pour ces régies, l'état comparatif des recettes et des dépenses d'exploitation de 1927 et de 1928.

L'Office de l'Électricité n'y est plus compris. Pour sa presque totalité, il a été repris par la Société Nationale des Chemins de fer.

Exercice 1927.

ADMINISTRATIONS.	Dépenses (y compris les crédits supplémentaires).	Recettes.	DIFFÉRENCES.	
			Boni.	Déficit.
Services centraux . . .	13,420,160 »	11,615,833 »	»	1,804,327 »
Marine	88,051,360 »	59,878,800 »	»	28,172,560 »
Postes	288,605,435 »	259,982,501 »	»	28,622,934 »
Télégraphes et téléphones .	207,095,423 »	254,713,040 »	47,617,617 »	»
Office central des imprimés .	29,979,470 »	29,979,470 »	»	»
Aéronautique	10,160,047 »	400,000 »	»	9,760,047 »
TOTAL . . . fr.	637,311,895 »	616,569,644 »	47,617,617 »	68,359,868 »
DÉFICIT . . . fr.			20,742,251 »	

Exercice 1928.

ADMINISTRATIONS.	Dépenses.	Recettes.	DIFFÉRENCES.	
			Boni.	Déficit.
Services centraux . . .	12,668,000 »	11,657,000 »	»	1,011,000 »
Marine	83,949,900 »	51,510,000 »	»	32,439,900 »
Postes	297,993,851 »	320,615,001 »	22 621 150 »	»
Télégraphes et téléphones	216,339,080 »	262,109,500 »	45,770,420 »	»
Office central des imprimés	33,273,700 »	33,273,700 »	»	»
Aéronautique	13,594,360 »	500,000 »	»	13,094,360 »
Charges de la péréquation.	45,000,000 »	»	»	45,000,000 »
TOTAL . . . fr.	702,818,891 »	679 665,201 »	68,391,570 »	91,545,260 »
DÉFICIT . . . fr.			23,153,690 »	

Ce tableau appelle les observations suivantes :

Au moment de l'élaboration du Budget de 1927, celui-ci présentait, en ce qui concerne les régies, un boni de 13,649,000 francs. Le tableau qui précède fait apparaître la substitution d'un déficit de plus de 20 millions au boni qui avait été prévu.

Ce résultat est imputable au fait que les tarifs du Service de la Marine et du Service postal n'ont pas, au cours de l'exercice 1927, suivi parallèlement la hausse des frais d'exploitation.

§ 2. — Recettes et dépenses extraordinaires.

Les crédits extraordinaires (dépenses de premier établissement) prévus pour 1928 s'élèvent à 109,500,000 francs. Ils seront affectés, à concurrence de 83,843,000 francs, à l'amélioration de nos services téléphoniques.

Le surplus des crédits demandés se répartit comme suit entre les autres régies :

Services centraux	fr. 1,330,000
Marine	10,500,000
Postes	4,025,000
Aéronautique	7,800,000

Les crédits demandés pour 1927, y compris les crédits supplémentaires, s'élevaient, savoir :

Services centraux	fr. 853,000
Marine	8,201,000
Postes	3,427,000
Télégraphes et Téléphones	146,816,000
Aéronautique	1,440,000
TOTAL.	fr. 160,737,000

Le Budget extraordinaire des régies de 1928 est donc de plus de 50 millions inférieur à celui de 1927, compte tenu d'une recette de 800,000 francs à provenir de travaux et fournitures effectués par les Télégraphes et Téléphones pour des tiers.

RÉCAPITULATION.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 1928 se présentent, dans leur ensemble, en recettes et en dépenses, conformément au tableau ci-après :

BUDGETS.	Dépenses.	Recettes.	EXCÉDENT	
			des recettes.	des dépenses.
Ordinaires (même observation qu'à la page 4) . . .	7,306,348,890 63	8,797,977,219 »	1,491,628,328 37	»
Extraordinaires :				
1 ^o Dépenses extraordinaires proprement dites . . .	372,228,858 50	17,409,500 »	»	354,819,358 50
2 ^o Dépenses de réparations.	566,834,847 »	1,067,710,000 »	500,875,153 »	»
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :				
1 ^o Exploitation . . .	657,818,891 »	679,665,201 »	21,846,310 »	»
2 ^o Premier établissement	109,500,000 »	800,000 »	»	108,700,000 »
Charges de la péréquation (y compris les régies) (1)	270,000,000 »	»	»	270,000,000 »
TOTAL . . . fr.	9,282,731,487 13	10,563,561,920 »	2,014,349,791 37	733,519,358 50
Excédent des recettes . . . fr.			1,280,830,432 87	
Somme à réserver au Fonds d'amortissement de la Dette publique			1,200,000,000 »	
Excédent des recettes . . . fr.			80,830,432 87	

(1) 225 millions pour le personnel des différents départements ministériels (p. 4).

45 millions pour le personnel des Régies (p. 33).

Le chiffre des recettes ordinaires indiqué ci-dessus a été fixé en tenant compte des dégrèvements à effectuer sur les impôts spéciaux établis par les lois des 7 et 8 juin 1926 ainsi qu'il a été dit plus haut.

CHAPITRE IV

LA DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

Ceci nous amène à parler de notre Dette publique en capital :

« C'est avant tout au tableau de la Dette publique », disions-nous dans l'Exposé général de 1927, « qu'apparaissent les résultats d'une politique financière. »

Il nous suffira donc de préciser les modifications survenues et à survenir dans les divers éléments de notre dette en capital pour montrer à quel point notre situation financière s'est améliorée depuis l'année dernière et dans quelle mesure elle s'améliorera encore au cours de l'année prochaine.

En vue de faire ressortir ces améliorations, nous publions ci-après le tableau de la dette publique intérieure et extérieure tel qu'il se présente au 30 septembre 1927; nous comparerons ensuite les totaux de nos dettes consolidée et flottante, intérieure et extérieure, avec ceux de la situation au 31 octobre de l'année dernière; enfin, nous indiquerons succinctement les diminutions qui se marqueront dans nos engagements au 31 décembre 1928 et qui seront le résultat des amortissements et des remboursements à opérer par le Fonds d'amortissement et la Trésorerie.

DETTE PUBLIQUE

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1927

DETTE PUBLIQUE. — Situation

DÉSIGNATION DES DETTES.	
	A. — Dette à long terme.
Dette consolidée ancienne.	Dette à 2 1/2 %
	Id. 3 % 1 ^{re} série
	Id. 3 % 2 ^e série
	Id. 3 % 3 ^e série
	Id. 3 % 4 ^e série (jusque 1939)
	Id. 3 % servitudes militaires.
Dette consolidée nouvelle.	Dette à 5 % de la Restauration Nationale de 1919
	Id. 5 % à prime de 1920 (jusque 1995)
	Id. 6 % de consolidation de 1921
	Titres nominatifs d'indemnités pour dommages de guerre
	Obligations 5 % à 30 ans délivrées en échange des titres nominatifs pour dommages de guerre
	Emprunt à 7 1/2 % de \$ 50,000,000 (1 ^{er} juin 1945)
	Id. 8 % de \$ 30,000,000 (1 ^{er} février 1941)
	Id. 6 1/2 % de \$ 30,000,000 (1 ^{er} septembre 1949)
	Id. 6 % de \$ 50,000,000 (1 ^{er} janvier 1953)
	Id. 7 % de \$ 50,000,000 (1 ^{er} juin 1955)
Dette indirecte.	Dette contractée pendant la guerre envers le Gouvernement des États-Unis
	Dette contractée après l'armistice envers le Gouvernement des États-Unis
	Emprunt à 6 1/2 % de 400,000,000 de francs français (1 ^{er} août 1943)
	Frais d'internement en Hollande des troupes belges
	Crédits anglais de Reconstruction Nationale
	Emprunt à 7 % de stabilisation de 1926
	Actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges
	Annuité pour rachats de chemins de fer (capitalisation)
	Annuité à payer au Crédit Communal (capitalisation)
	Service de l'emprunt Crédit Communal à 6 % de 300,000,000 de francs
	Lloyd Royal belge (obligations à 4 % et à 6 %)
	Emprunt à 4 % à lots des Régions dévastées de 1921
	Id. 5 % à lots des Régions dévastées de 1922
	Id. 5 % à lots des Régions dévastées de 1923
	1 ^{er} Id. 6 % de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants
	2 ^e Id. 6 % de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants
	3 ^e Id. 6 % de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants
	TOTAL.

au 30 septembre 1927.

DETTES EXTÉRIEURES PAYABLES EN :						DETTE AU 30 SEPTEMBRE 1927.	
Francs français	Livres sterling.	Dollars E.-U.	Florins P.-B.	Francs suisses.	Couronnes suédoises.	Dettes intérieures.	Dettes extérieures aux cours du 30 septembre 1927.
»	»	»	»	»	»	219,959,631	»
»	»	»	»	»	»	468,308,275	»
»	»	»	»	»	»	2,643,848,082	»
»	»	»	»	»	»	219,987,100	»
»	6,489,060	»	»	»	»	»	1,133,476,555
»	»	»	»	»	»	1,108,594	»
»	»	»	»	»	»	1,649,560,100	»
»	»	»	»	»	»	2,437,969,000	»
»	»	»	»	»	»	2,054,041,700	»
»	»	»	»	»	»	134,755,400	»
»	»	»	»	»	»	1,064,705,500	»
»	»	36,000,000	»	»	»	»	1,291,635,000
»	»	20,250,000	»	»	»	»	726,544,687
»	»	27,112,500	»	»	»	»	972,762,609
»	»	45,020,000	»	»	»	»	1,615,261,325
»	»	48,870,000	»	»	»	»	1,753,394,513
»	»	169,780,000	»	»	»	»	6,091,494,175
»	»	243,800,000	»	»	»	»	8,747,239,250
400,000,000	»	»	»	»	»	»	563,400,000
»	»	»	36,141,000	»	»	»	520,114,116
»	9,000,000	»	»	»	»	»	1,572,075,000
»	8,500,000	50,000,000	»	32,000,000	9,000,000	»	3,590,072,500
»	»	»	»	»	»	4,979,608,000	»
»	»	»	»	»	»	416,332,197	»
»	»	»	»	»	»	607,588,695	»
»	»	»	»	»	»	299,718,642	»
»	»	»	»	»	»	94,860,000	»
»	»	»	»	»	»	999,325,000	»
»	»	»	»	»	»	999,005,000	»
»	»	»	»	»	»	998,200,000	»
»	»	»	»	»	»	1,732,340,000	»
»	»	»	»	»	»	287,920,000	»
»	»	»	»	»	»	37,007,000	»
400,000,000	23,989,060	640,832,500	36,141,000	32,000,000	9,000,000	22,346,117,913	28,577,469,730
						50,923,587,643	

DÉSIGNATION DES DETTES.

B. — Dette à court et moyen terme.

Bons du Trésor spéciaux remboursables par trimestrialités	
Bons du Trésor en francs belges : décembre 1928-juillet 1931 : 29,300,000 francs	
Bons du Trésor en Livres sterling : chevaux canadiens (mars 1929) : 930,480 Livres sterling.	
Bons 5 o/o à 5 ans délivrés en échange de Bons de Caisse interprovinciaux (1928-1930).	
Bons décennaux de 1922 (jusque 1932).	
Bons décennaux pour le retrait des marks à Eupen-Malmedy	
Avances de la Banque Nationale de Belgique (retrait des marks).	

TOTAL.

C. — Dette à moins d'un an.

Bons du Trésor spéciaux remboursables par trimestrialités	
Fonds de tiers (chèques-postaux), déduction faite de l'avoir des comptes de l'État, s'élevant à fr. 343,490,874.50	

TOTAL fr

TOTAL DE LA DETTE.

DETTES EXTERIEURES PAYABLES EN :						DETTE AU 30 SEPTEMBRE 1927.	
Francs français.	Livres sterling.	Dollars E.-U.	Florins P.-B.	Francs suisses.	Couronnes suédoises.	Dettes intérieures.	Dettes extérieures aux cours du 30 septembre 1927.
»	»	»	»	»	»	271,712,000	»
»	»	»	»	»	»	29,300,000	»
»	930,480	»	»	»	»	»	162,531,594
»	»	»	»	»	»	647,510,000	»
»	»	»	»	»	»	769,743,000	»
»	»	»	»	»	»	45,000,000	»
»	»	»	»	»	»	2,000,000,000	»
»	930,480	»	»	»	»	3,763,265,000	162,531,594
						3,925,796,594	
»	»	»	»	»	»	416,762,800	»
»	»	»	»	»	»	925,450,271	»
»	»	»	»	»	»	1,342,212,771	»
						1,342,212,771	
400,000,000	24,919,540	640,832,500	36,141,000	32,000,000	9,000,000	27,451,595,684	28,740,001,324
						56,191,597,008	

Modifications subies par la Dette publique.

Du 31 octobre 1926 au 30 septembre 1927, notre dette a continué à subir des transformations profondes et des réductions importantes; d'une part, consolidation de nos engagements à court ou moyen terme, d'autre part, amortissement de la dette consolidée et remboursements de la dette flottante, se traduisant par une réduction de plus de 1,900,000,000 de francs.

Quelques chiffres établiront les résultats obtenus de l'action combinée du Fonds d'amortissement et de la Trésorerie durant cette courte période de onze mois.

I. — Dette intérieure.

NATURE DES DETTES.	SITUATION AU		BALANCE	
	31 octobre 1926.	30 sept. 1927.	Augmentations.	Diminutions.
A. Consolidée . . .	22,032,000,000	22,346,000,000	314,000,000	»
B. Flottante (1) . . .	5,215,000,000	4,180,000,000	»	1,035,000,000
TOTAUX. . . fr.	27,247,000,000	26,526,000,000	314,000,000	1,035,000,000
DIMINUTION. . . fr.			721,000,000	

(1) Non compris les avoirs des particuliers en comptes-chèques postaux.

A. — DETTE CONSOLIDÉE.

La dette consolidée intérieure s'accroît d'un capital de 314 millions de francs; toutefois, cette augmentation provient moins d'émissions nouvelles que de la consolidation d'une partie de notre dette flottante, ainsi qu'on le verra ci-après.

Le volume de notre dette consolidée a été affecté, dans le sens de l'augmentation, par la délivrance aux sinistrés, en paiement des dommages de guerre, de titres à 5 %, de la Dette publique ou de titres à 6 % de l'Association nationale des industriels et commerçants. Au total, un capital de 119 millions vient s'ajouter à la dette consolidée, du chef de la délivrance de ces deux catégories de titres. Cette augmentation n'est toutefois réelle qu'à concurrence de 37 millions, un capital de 82 millions ayant été délivré en échange de titres nominatifs de dommages de guerre.

Le Fonds d'amortissement a procédé à l'émission d'un capital nominal de 275 millions de francs d'actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer. Toutefois, pour la majeure partie, cette émission ne peut être regardée comme un accroissement, mais bien comme une consolidation de dette, les neuf dixièmes du produit de cette vente de titres ayant été utilisés au remboursement de Bons du Trésor.

D'autre part, au chapitre de la dette consolidée indirecte s'ajoute l'emprunt de 300 millions émis par le Crédit communal, dont l'État garantit les intérêts et l'amortissement. A dire vrai, ici encore, il ne s'agit pas à proprement parler d'une augmentation, mais d'une simple transformation. En effet, le produit de cet emprunt a servi à racheter aux provinces et aux communes les titres qui leur avaient été délivrés en paiement de dommages de guerre.

En regard de ces opérations, il convient de placer celles qui ont diminué le total de la dette consolidée.

D'abord, les amortissements réguliers auxquels le Fonds d'amortissement a procédé conformément aux prescriptions légales ou stipulations contractuelles ont porté sur un capital nominal de 110 millions de francs. Ensuite, les amortissements extraordinaires d'obligations 6 % rachetées par le Fonds d'amortissement à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie à concurrence d'un capital de 189 millions de francs.

B. — DETTE FLOTTANTE.

Les sommes importantes fournies au Fonds d'amortissement par les impôts spéciaux et par les réalisations de titres, jointes aux ressources de la Trésorerie, ont permis de poursuivre dans toute son ampleur le programme de réduction de la dette flottante.

Un des premiers points de ce programme était l'extinction des Bons du Trésor 5 % estampillés lors de la conversion réalisée le 1^{er} août 1926. Cette extinction a été réalisée le 1^{er} septembre de l'année courante, date à laquelle le Fonds a procédé au remboursement du solde des Bons restant aux mains des particuliers. Un capital de 330 millions a ainsi été effacé du tableau de nos engagements à court terme.

Un autre objectif était la réduction des Bons spéciaux remis aux Caisses d'épargne et aux établissements de crédit au moment de la conversion des Bons escomptés en actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer. L'encours de ces Bons a été réduit de 615 millions de francs, soit de près de moitié, par l'action combinée du Fonds d'amortissement et de la Trésorerie. De plus, voulant réduire la charge de ces Bons, la Trésorerie a procédé à la conversion d'intérêt de 7 % à 6 % d'une partie de ces Bons spéciaux.

II. — Dette extérieure.

NATURE DES DETTES.	SITUATION AU		BALANCE.	
	31 oct. 1926.	30 sept. 1927.	Augment.	Diminutions.
<i>Consolidée :</i>				
Dollars	233,180,000	227,252,500	»	5,927 500
Livres sterling	24,496,520	23,989,060	»	507,460
Florins P. B.	38,704,000	36,141,000	»	2,563,000
Francs français	400,000,000	400,000,000	»	»
Francs suisses	32,000,000	32,000,000	»	»
Kronor.	9,000,000	9,000,000	»	»
<i>Flottante :</i>				
Livres sterling	3,130,480	930,480	»	2,200,000
Dollars	9,550,000	»	»	9,550,000
Florins P. B.	5,500,000	»	»	5,500,000
Francs suisses	7,500,000	»	»	7,500,000
<i>Dette envers le Gouvernement des Etats-Unis : Dollars.</i>	415,680,000	413,580,000	»	2,100,000

Montants exprimés en francs belges.

DETTE.	SITUATION AU		Balance.	
	31 oct. 1926.	30 sept. 1927.	Augmentations.	Diminutions.
Consolidée	28,897,586,000	28,577,469,000	»	320,117,000
Flottante	4,019,694,000	462,531,000	»	857,163,000
TOTAUX . . fr.	29,917,280,000	28,740,000,000	»	4,177,280,000
DIMINUTION . . . fr.			1,177,280,000	

A l'examen des ces deux tableaux, un fait majeur saute aux yeux : notre dette extérieure n'a plus subi d'accroissement ni même de transformation; des réductions d'une importance considérable ont seules été accomplies :

Diminution de la dette consolidée à concurrence d'un capital dont la contre-valeur ressort à 320,000,000 de francs belges. Il s'agit ici, en plus des 2,400,000 dollars remboursés au Gouvernement des États-Unis et des 2,563,000 florins remboursés au Gouvernement hollandais, des amortissements effectués sur les emprunts émis en Amérique et en Angleterre.

Diminution de la dette flottante à concurrence d'un capital dont la contre-valeur atteint 857,000,000 de francs. Subsistent seuls les Bons du Trésor remis au Gouvernement du Canada en paiement des chevaux et mulets qu'ils nous a vendus peu après l'armistice. On peut dire que la dette flottante extérieure est définitivement éteinte, car celle qui subsiste n'est rangée sous ce vocable que parce qu'elle est représentée par des Bons du Trésor. En réalité, il ne s'agit là que d'une dette à moyen terme, contractée envers un des Gouvernements alliés, et ne présentant aucun des caractères dangereux de celle existant au mois de mai 1926. Ainsi qu'il est dit plus haut, le remboursement de cette dette est au programme du Fonds d'amortissement.

*
* *

Si nous considérons dans leur ensemble les opérations qui viennent d'être analysées, et si nous mesurons leur répercussion sur la situation de notre dette publique, nous constatons :

qu'à la date du 31 octobre 1926, le capital de la dette s'élevait à fr. 57,164,000,000
alors qu'à celle du 30 septembre 1927, il ne montait plus qu'à 55,266,000,000
soit, pour une période de onze mois, une diminution de . . . 1,898,000,000

*
* *

Ce résultat si important n'est cependant qu'une partie de la réduction opérée depuis que la politique de remboursement intensif a été inaugurée. Depuis la constitution du Fonds d'amortissement, c'est-à-dire depuis le 1^{er} juillet 1926

jusqu'au 30 septembre 1927, la dette totale de l'État a été réduite de 2,289 millions de francs, par l'action propre de cet organisme.

Pour être complet, il convient d'ajouter à ce capital celui des Bons du Trésor, remboursés déjà par la Trésorerie pour compte du Fonds d'amortissement. On obtient alors, pour la période de quinze mois envisagés, *un total de remboursement de 2,983 millions de francs.*

De tels résultats donnent une idée exacte de l'effort accompli et témoignent de la volonté de mener à son terme le programme d'apurement définitif d'un passif à court terme dont la persistance aurait constitué une menace grave pour la stabilité de notre monnaie.

Ce programme sera poursuivi au cours du prochain exercice.

En tenant compte, d'une part, du paiement en titres d'une partie des dommages de guerre, et, d'autre part, des capitaux qui pourront être éteints au moyen de la somme totale de 886,969,000 francs inscrite au Budget de 1928 pour les dotations d'amortissement, ainsi que des Bons du Trésor arrivant à échéance avant la fin de l'année prochaine, on peut supposer d'ores et déjà que, du 31 décembre 1927 au 31 décembre 1928, notre dette publique totale passera de fr. 55,060,000,000

à environ 54,350,000,000 ⁽¹⁾

soit une diminution de fr. 710,000,000

La modicité de ce chiffre est due au fait que l'année 1928 amènera peu d'échéances de dette flottante. Grâce à la dotation du Fonds d'amortissement, une ample réserve de disponibilités pourra être constituée en vue de l'exercice 1929 qui devra faire face à des remboursements plus considérables. A l'issue de ce dernier exercice, il ne restera plus de notre dette flottante que quelques engagements de peu d'importance.

Cette perspective serait de nature à augmenter, s'il en était besoin, la confiance dans le succès de la stabilisation. Le péril d'un recours à l'émission de billets pour satisfaire aux engagements de l'État peut, dès à présent, être considéré comme définitivement écarté.

Bruxelles, le 5 novembre 1927.

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

(1) Compte tenu des remboursements à la Banque Nationale. Ces remboursements ne seront, en tous cas, pas inférieurs à 10 millions par mois.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAK 1927-1928.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1928

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge's Konings bevelen, heb ik de eer het ontwerp van Algemeene Begrooting voor het dienstjaar 1928 aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Zooals voor het dienstjaar 1927, bestaat het uit achttien afzonderlijke wetsontwerpen.

Vijftien dezer ontwerpen maken de Begrooting van Gewone Ontvangsten en Uitgaven uit.

De drie overige betreffen :

- 1° De Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven;
- 2° De Begrooting der Regiën (Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart);
- 3° De Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor orde.

Voor 1928, werden de Begrootingsontwerpen tusschen beide Wetgevende Kamers verdeeld als volgt :

Senaat :

Begrooting der Dotatiën.

- Id. van Justitie.
- Id. van Buitenlandsche Zaken.
- Id. van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.
- Id. van Landbouw.
- Id. van Financiën.
- Id. van Onwaarden en Terugbetalingen.
- Id. van Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart.
- Id. der Ontvangsten en Uitgaven voor orde.

*Kamer der Volksvertegenwoordigers :***Begrooting van 's Lands Middelen.**

- Id. der Openbare Schuld.
- Id. van Kunsten en Wetenschappen.
- Id. van Openbare Werken.
- Id. van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.
- Id. van Koloniën.
- Id. van Landsverdediging.
- Id. der Gendarmerie
- Id. der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven.

Deze wijze van verdeeling verzekert aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers den voorrang wat betreft het onderzoek van de vraagstukken houdende verband met 's lands financieelen toestand, met 's lands verdediging, met de economische toerusting en met het herstel.

* * *

Naar aanleiding van de op 25 October 1926 getroffen maatregelen, heerscht er ten aanzien van de Begrooting over het dienstjaar 1928, zooals dit trouwens voor de vorige Begrooting het geval was, hoegenaamd geene onzekerheid meer die verband houdt met de muntinstabiliteit. Een gewichtig bestanddeel onzer uitgaven, te weten de lasten van de Buitenlandsehe Schuld, is alzoo definitief vastgelegd en aan de schommelingen van den wisselkoers onttrokken. Deze schuld kan nog alleen afnemen naar het tempo van de oplossing van onze verbindingen tegenover het buitenland.

Minder onmiddellijk moest de uitwerking zijn van de muntstabilisatie op het bedrag van de overige algemeene lasten van den Staat. Alvorens normaal te worden, dient noodzakelijkerwijs de geleidelijke aanpassing van de prijzen binnenslands aan de muntbasis volbracht. Dit aanpassingswerk werd in de loop van het jaar 1927 doorgezet en heeft tot eene progressieve stijging van den index der prijzen aanleiding gegeven. Zoo is van 1 Januari tot 31 October 1927, de index van de kleinhandelsprijzen van punt 741 tot punt 804 gestegen, met als gevolg eene aanzienlijke vermeerdering van het bedrag der budgetaire uitgaven, inzonderheid van de wedden der Staatsagenten en van de burgerlijke en militaire pensioenen, zoomede van de door de Schatkist uitgekeerde ouderdoms- en invaliditeitspensioenen.

Hieraan behoort toegevoegd dat hetzelfde verschijnsel dat in den zin van eene vermeerdering op het uitgavencijfer heeft ingewerkt, meteen eene verhooging van het ontvangstencijfer heeft teweeggebracht, waarvan de grondslag van inning met de waarde der goederen verandert.

Het ware voorzeker vermetel te bevestigen dat de economische stabiliteit heden ten dage verwezenlijkt is en dat bij het einde van het jaar 1927 eene definitieve stuiting in het stijgen van den index zal ingetreden zijn. Evenwel heeft deze stijging zoo een traag tempo genomen dat eene felle vermeerdering in den loop van een budgetair dienstjaar voortaan niet meer in 't vooruitzicht dient gesteld. Zoo steeg de index van 1 Juli tot 31 October 1927 slechts gemiddeld 3,5 punten per maand.

Deze vaststelling brengt ter zake van de ontvangsten een opmerking naar voren, welke men dient te overwegen alvorens het onderzoek van de Begrooting aan te vatten, namelijk dat het, in het stadium van economische stabiliteit waarin wij ons thans bevinden, geen grond meer heeft op louter numerieke meerwaarden zonder werkelijke waardevermeerdering waarmee onze ontvangsten in den loop der vorige dienstjaren werden aandedikt en die, zooals hierboven gezegd, tegen de toename van uitgaven opwegen. De meerwaarden zullen enkel uit werkelijke vermeerderingen van onzen rijkdom en van onze bedrijvigheid kunnen voortspruiten.

* * *

Deze inleiding gedaan zijnde, laat ons achtereenvolgens de drie deelen ontleden die de Algemeene Begrooting uitmaken :

- 1^o De Begrooting der Gewone Ontvangsten en Uitgaven;
 - 2^o De Begrooting der Buitengengewone Ontvangsten en Uitgaven;
 - 3^o De Begrooting der Regieën (Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart).
-

HOOFDSTUK I

BEGROOTING DER GEWONE ONTVANGSTEN
EN UITGAVEN

In haar geheel genomen, doet deze Begrooting zich voor als volgt :

In uitgaven. — De in de gewone begrootingen ingeschreven kredieten bedragen : Millioen.

Lasten van de Openbare Schuld	fr.	3,668 ⁽¹⁾
Lasten van de Beheeren, zonder de lasten van de weddenpere- quatie		2,872
Onwaarden en Terugbetalingen		766
TE ZAMEN		7,306
Daarbij de lasten van de weddenperequatie		225
TOTAAL		7,531

Tegenover deze gezamenlijke uitgaven komen de volgende ont-
vangsten :

<i>Gewone ontvangsten :</i>	Millioen.
Gewone belastingen	fr. 7,442
Weggelden	23
Kapitalen en inkomsten	188
Terugbetalingen	383
	8,036
<i>Uitzonderlijke ontvangsten</i>	2
<i>Ontvangsten ter vergoeding</i>	760
	8,798
Meer aan ontvangsten dan aan uitgaven. . . fr.	1,267
Buitengewone dotatie van het Amortisatiefonds. . .	1,200
Batig eindsaldo. . . fr.	67

(1) In dit getal is niet begrepen eene som van 232 miljoen, kapitaal der obligaties van den *Nationalen Bond der Industrieelen en Handelaars*, welke obligaties van de *Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid* dienen afgekocht. Daar het Amortisatiefonds deze uitgave door middel van haar buitengewone dotatie moet bestrijden, lijdt het evenwicht van de Begrooting er niet door.

In onderstaande tabel worden de gewone uitgaven over het dienstjaar 1927 met de over het dienstjaar 1928 voorgestelde uitgaven (zonder de perequatielasten) vergeleken.

Begrotingen.	Kredieten goedgekeurd voor het dienstjaar 1927 (met inbegrip van de bijkredieten).	Kredieten voorgesteld voor het dienstjaar 1928.	Verschillen	
			Verhoogingen.	Verminderingen
Begrooting der Openbare Schuld.	3,544,397,322 03	3,668,382,622 73	423,985,300 70	»
Aflossing der obligatiën van de A. N. I. G.	252,000,000 »	252,000,000 »		
Begrooting van de Ministerieele Departementen (1)	2,655,626,407 50	2,871,920,167 90	217,834,856 40	4,538,096 »
Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen	620,816,100 »	766,046,100 »	145,230,000 »	»
TOTAAL. . . . fr.	7,072,839,829 53	7,558,348,890 63	487,047,157 10	4,538,096 »
VERHOOGING. . . . fr.			487,047,157 10	
Bij deze verhoging komen de lasten van de perequatie			225,000,000 »	
TOTAAL. . . . fr.			710,509,061 10	

De in bovenstaande tabel voorkomende cijfers begrijpen, wat dienstjaar 1927 betreft, de bij stemming goedgekeurde bijkredieten. Doch zij behelzen de aanvullende uitgaven niet die met bewust dienstjaar verband houden en die het voorwerp van nieuwe kredietaanvragen moeten uitmaken. Het bedrag ervan kan op 482 miljoen worden begroot. Vorenstaande tabel overdrijft dus het tusschen de gewone uitgaven over de twee dienstjaren bestaande verschil.

§ 1. — Begrooting der Openbare Schuld.

De verminderings die, in hoofdstuk IV van deze uiteenzetting, in het bedrag van onze verbintenissen in kapitaal zullen vastgesteld worden, hebben, spijs de aanzienlijke belangrijkheid derzelve, op het bedrag der lasten van deze begrooting slechts een beperkte inwerking gehad.

Aan hem die door deze schijnbare anomalie zou verbaasd zijn, past het eerst te doen opmerken dat de Begrooting der Openbare Schuld niet alleen de tot renteuitkeering inzake leeningen noodige kredieten behelst, doch ook aanzienlijke kredieten, die bestemd zijn voor een bij annuïteiten af te leggen schuld van bijzonderen aard, als daar zijn de pensioenen.

Welnu, overeenkomstig de bepalingen der wetten van 28 en 29 Juli 1926, is het bedrag van de pensioenen automatisch onder den invloed van de indexcijfers der prijzen gestegen. Aan deze omstandigheid is het grootendeels te wijten, dat de Begrooting der Openbare Schuld vermeerderd is.

Deze vermeerdering zou geringer voorkomen, zoo de voor 1927 goedgestemde kredieten reeds, door de noodig erkende bijkredieten, aan de werkelijke uitgaven over bedoeld jaar aangepast waren.

Wat de eigenlijke schuld betreft, is het goed er op te wijzen dat de dienst van onze binnenlandsche geconsolideerde schuld door middel van vaste dotaties geschiedt, welke interest en delging omvatten. Steeds aan elkaar gelijk vermin-

(1) Met inbegrip van de Begrooting der Dotatiën en van die der Gendarmerie.

deren deze dotaties niet naar rato van de reeds gedane aflossing, doch verdwijnen algeheel wanneer de leening ten volle terugbetaald is.

Over 't algemeen gaat het zoo niet wat de buitenlandsche geconsolideerde schuld, noch wat de vlottende schuld betreft.

De amortisatie van het meerendeel dezer buitenlandsche leeningen geschiedt bij gelijke sommen die van jaar tot jaar te betalen zijn. Iedere dezer aflossingen komt dus in mindering van den intrestlast van het volgende jaar. De annuïteiten nemen dus geleidelijk af.

Wat de amortisatie van de vlottende schuld betreft, brengt ze natuurlijk *ipso facto* de verdwijning mede van de intrestuitkeering van de afgeloste kapitalen.

Aan de hand van de voorafgaande beschouwingen zal men gemakkelijker de oorzaken begrijpen van de verhoogingen in de verschillende hoofdstukken van de Begrooting der Openbare Schuld.

Zij worden samengevat door de volgende cijfers :

	Begrooting goed- gesteld voor 1927, met inbegrip van de bijkredieten.	Begrooting voorgesteld voor het dienstjaar 1928.	Ver hoogingen.
	Millioen.	Millioen.	Millioen.
Eigenlijke schuld	2,901	2,924	23
Burgerlijke en invaliditeitspensioenen en andere verbintenissen.	643	744	101
TOTALEN. . . . fr.	3,544	3,668	124

Laten wij nader bepalen, hoe deze dubbele verhoging ontstaan is:

A. — LASTEN VAN DE EIGENLIJKE SCHULD.

De aangroei met 23 miljoen dien men in de lasten van de eigenlijke schuld vaststelt is het resultaat van het evenwicht in eene reeks verhoogingen en verminderingen waarvan de belangrijkste op onderstaande tabel omstandig worden beschreven :

1° Geconsolideerde binnenlandsche schuld :	Verhoogingen.	Verminderingen.
a) Last van een kapitaal van 12,825,200 frank in obligatiën van de in 1926 uitgeschreven Consolidatieleening 6 t. h.	815,000	»
b) Intresten van de tot betaling van oorlogschade uitgegeven titels op naam	10,000,000	»
c) Aanvullende intresten te betalen op de obligatiën 5 t. h. van 1925 afgekocht van de geteisterden door de Spaarkas	1,260,000	»
d) Vermindering van de lasten betreffende de obligatiën 6 t. h. van de Nationale Vereeniging der Industrieelen en Handelaars gedelgd door het Amortisatiefonds	»	9,805,000
e) Vermindering van de annuïteiten van verschillende leeningen	»	128,000
OVER TE DRAGEN. fr.	12,075,000	9,933,000

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
OVERDRACHT. . . . fr.	21,075,000	9,933,000

2° *Onrechtstreeksche Schuld :*

a) Verhooging voort te spruiten uit de naasting van spoorwegen, uit de deelneming van den Staat in het aanleggen van buurtspoorwegen, uit de lasten houdende verband met de leeningen uitgeschreven door de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen, de Nationale Maatschappij voor waterbedeeling, met de subsidie aan de Vereeniging van het Paleis van SchooneKunsten	19,959,000	»
b) Verhooging van de bonificatie verschuldigd aan de Nationale Bank op den omloop van de biljetten van 20 en 5 frank	1,800,000	»
c) Lasten van de leening van 300 millioen uitgeschreven door het Gemeentekrediet	4,092,000	»
d) Vermindering van het aandeel van den Staat in den last van de obligatiën uitgegeven door de Belgische Naamlooze Vennootschap der Exploitatie van het Luchtverkeer	»	950,000

3° *Buitenlandsche geconsolideerde Schuld :*

a) Vermeerdering in verband met de koersverhooging van de leening 3 t. h. 4° reeks, uitgeschreven in Engeland	8,792,000	
b) Normaliseering van de annuïteit van de stabilisatieleening ⁽¹⁾	48,000,000	»
c) Vermeerdering van de dotatiën tot delging van de annuïteiten verschuldigd aan de regeering der Vereenigde-Staten voor de schulden van vóór en na den wapenstilstand	21,600,000	
d) Vermindering van de interesten betreffende de leeningen 7 1/2 t. h., 8 t. h., 6 1/2 t. h. en 6 t. h. uitgeschreven in de Vereenigde-Staten.	»	12,824,000

4° *Binnenlandsche vlottende schuld :*

a) Vermindering van den intrestlast, ten gevolge van de gedane aflossingen	»	44,000,000
--	---	------------

5° *Kosten der schuld.*

a) Vermindering van verschillende kosten	»	25,000,000
	116,318,000	92,707,000
VERMEERDERING. . . . fr.	23,611,000	

(1) De last over 1927 vertegenwoordigt slechts een deel van de intresten; van 1928 af, begrijpt ze al de intresten en heel de delging.

B. — LASTEN DER PENSIOENEN EN ANDERE VERBINTENISSEN.

Bij den aanvang van dit hoofdstuk hebben wij doen uitschijnen in welke overwegende mate de uitkeering van de pensioenen tot de vermeerdering van de in de Begrooting der Openbare Schuld ingeschreven lasten heeft bijgedragen.

Volgende tabel stelt de belangrijkheid er van in het licht :

Aard der uitgaven.	Kredieten goedgesteld voor dienstjaar 1927.	Kredieten voorgesteld voor 1928.	Verschillen	
			Vermeer- deringen.	Verminder- ingen.
Allerhande pensioenen	164,149,000	180,723,000	16,574,000	»
Nationale Kas voor oorlogspensioenen.	375,000,000	540,000,000	165,000,000	»
Kosten van de perequatie der pensioenen	100,000	150,000	50,000	»
Subsidien aan het Strijdersfonds	100,000,000	20,000,000	»	80,000,000
Intresten der borgtochten en der consignatiën	4,250,000	3,000,000	»	1,250,000
	<u>643,499,000</u>	<u>743,873,000</u>	<u>181,624,000</u>	<u>81,250,000</u>
			100,374,000	

Voor 1928, zullen de in de Begrooting der Openbare Schuld ingeschreven pensioenen eene uitgave vergen van 720,873,000 frank in vermeerdering met 181,624,000 frank op de voor 1927 goedgestemde kredieten, maar die niet op de werkelijke hoogte van den last zijn.

Vorenstaande tabel geeft nochtans slechts op onvolmaakte wijze de tot uitkeering van de pensioenen van allen aard noodige kredieten weer. Om er zich een nauwkeuriger denkbeeld van te vormen dient men rekening te houden met de pensioenen ingeschreven in andere begrootingen dan deze der Openbare Schuld, zooals met het aandeel genomen door de provincie- en gemeentebesturen in den desbetreffenden last.

Onderstaande opgave laat eene vergelijking toe van de lasten welke thans op den staat alleen wegen met deze van vóór den oorlog (zonder de pensioenen der Regiën).

	1914	1927	1928
A. — <i>Openbare schuld</i> : Allerhande pensioenen.	20,063,000	114,349,000 (1)	132,723,000
B. — <i>Allerhande begrootingen</i> :			
a) Eerste pensioentermijnen	989,000	17,000,000	17,600,000
b) Achterstallen voortvloeiende uit de perequatie	»	58,212,000	»
C. — <i>Ouderdomspensioenen</i>	17,840,000	178,550,000	213,000,000
D. — <i>Nationale kas voor oorlogspensioenen</i>	»	375,000,000	540,000,000
	<u>38,892,000</u>	<u>743,111,000</u>	<u>903,323,000</u>

De pensioensuitkeering zal dus in den loop van het jaar 1928 eene uitgave van 903,000,000 frank medebrengen, zegge circa 12 t. h. van het totaal der gewone uitgaven van den Staat. Deze vergelijking maakt het mogelijk de opofferingen te schatten welke het land zich getroost om de pensioenen in overeenstemming te brengen met de levensduurte, om zijne verplichtingen te vervullen tegenover hen die hun leven of hunne gezondheid tot de verdediging van het land hebben ten beste gegeven, evenals om de behoeftige oude lieden voor nood te vrijwaren.

(1) Met inbegrip van 20 miljoen achterstallen, voortspruitende uit de perequatie.

§ 2. — Begrooting der Ministeriële Departementen.

Vergeleken met deze over 1927, bedragen de tot de werking der verschillende Staatsdiensten noodige uitgaven (zonder de perequatielasten) de in onderstaande tabel aangewezen sommen :

BEGROOTINGEN	Kredieten bij stemming goedgekeurd voor dienstjaar 1927 (met inbegrip van de bijkredieten).	Kredieten voorgesteld voor dienstjaar 1928.	VERSCHILLEN.	
			Vermeer- deringen.	Verminder- ingen.
Dotatiën	24,435,272 »	28,697,009 »	4,261,737 »	»
Justitie.	216,590,262 »	238,370,824 »	21,780,562 »	»
Buitenlandsche Zaken . .	61,537,386 70	62,116,415 70	579,029 »	»
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . .	50,968,692 »	52,204,471 »	1,235,779 »	»
Kunsten en Wetenschappen.	639,206,202 97	657,234,548 20	18,028,345 23	»
Landbouw.	56,349 794 »	54,892,952 »	»	1,476,842 »
Openbare Werken . . .	128,815,647 »	162,593,236 »	33,777,589 »	»
Nijverheid, Arbeid en Maat- schappelijke Voorzorg .	434 399,203 33	520,799,971 »	86,400,767 67	»
Koloniën	7,655,041 »	7,573,787 »	»	81,254 »
Landsverdediging . . .	667,580,164 »	714,335,481 »	46,755,317 »	»
Gendarmerie	102,773,951 »	103,255,006 »	481,055 »	»
Financiën.	265,314,791 50	269,846,467 »	4,531,675 50	»
TOTAAL . fr.	2,655,626,407 50	2,871,920,167 90	217,831,856 40	1,538,096 »
VERMEERDERINGEN. . fr.			216,293,760 40	

De economische aanpassing die sinds de stabilisatie volbracht werd, de noodwendigheid te voorzien in het herstel van wegen en kunstwerken, de maatregelen getroffen tot het vermeerderen van het bedrag der ouderdomspensioenen, alsook de nieuwe opofferingen welke men zich getroostte om den woningnood te bestrijden door het vergemakkelijken van het bouwen van goedkope woningen, zijn de hoofdoorzaken van de vermeerdering met 218 millioen frank welke men vaststelt bij het vergelijken der kredieten over 1928 met die over 1927.

Men zal er zich van overtuigen door het overloopen van onderstaande lijst, waarin de bijzonderste verhoogingen gedetailleerd zijn, welke in de begrootingskredieten der verschillende departementen werden aangestipt.

Departement van Justitie :

Vermeerdering der kosten van het personeel der rechterlijke macht en der gerechtskosten	fr. 5,500,000
Verhoging der onderhoudskosten van de behoeftigen	12,000,000

OVER TE DRAGEN. . . fr. 17,500,000

OVERDRACHT. fr.	17,500,000
Kosten voor de inrichtingen van hospitalisatie en onderhoud van de kinderen onder gerechtelijk toezicht	1,900,000
Kosten van het personeel der gevangenen en vermeerdering der loonen en der onderhoudskosten van de gevangenen	2,800,000
Subsidien aan het Nationaal Werk voor oorlogsvrijwilligers	3,000,000
<i>Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid :</i>	
Subsidien voor de hygiëne; voor het voorkomen van toring en geslachtsziekten	2,200,000
Subsidien aan het Nationaal werk voor Kinderwelzijn	1,000,000
<i>Departement van Kunsten en Wetenschappen :</i>	
Subsidien aan het Fonds der meestbegaafden	1,640,000
Subsidien aan de Universiteiten en kosten van het hooger onderwijs	1,800,000
Kosten van het normaal onderwijs.	1,700,000
Subsidien voor de Schoone Kunsten en voor de Wetenschappen	6,000,000
Wedden der onderwijzers en uitgaven voor het lager onderwijs	27,000,000
Wedden der leeraars van het middelbaar onderwijs	8,300,000
<i>Departement van Landbouw :</i>	
Kosten voor het land- en tuinbouwonderwijs.	2,245,000
<i>Departement van Openbare Werken :</i>	
Kosten voor onderhoud en herstelling van de wegen	37,626,000
Waterwerken	8,150,000
Onderhoud van de havens en de kusten	1,500,000
Onderhoud van de burgerlijke gebouwen	2,229,000
<i>Departement van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg :</i>	
Verhooging der ouderdomspensioenen (wet van 20 Juli 1927)	53,100,000
Kosten voor het nijverheidsonderwijs	5,200,000
Subsidien aan het Nationaal Krisisfonds	13,000,000
Annuiteit aan de Spaarkas voor de aflossing van de leeningen ingewilligd aan de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen. Verhooging	2,132,000
Premies voor het bouwen van goedkope woningen	6,200,000
Bijzondere premies aan de vaders van kinderrijke gezinnen, bouwers van goedkope woningen	4,000,000
<i>Departement van Landsverdediging :</i>	
Kosten van bewapening, vervoer en paardentuig der troepen	13,000,000
Kosten voor de technische diensten der genie	2,735,000
Kosten voor de militaire luchtvaart	13,500,000
Voeding der troepen en voeder.	15,240,000
Kosten voor de uitrusting der troepen	15,572,000
OVER TE DRAGEN. fr.	270,269,000

OVERDRACHT.	fr. 270,269,000
Kosten van brandstoffen voor het leger	1,415,000
Kosten der remonte	1,875,000
Wedden en soldij der officieren en gendarmen	5,040,000
<i>Departement van Financiën :</i>	
Wedden en vergoedingen van het personeel der fiscale beheeren.	7,280,000
Materieel en allerlei kosten	2,220,000
TOTAAL	fr. 287,799,000

Om deze vermeerdering te beoordeelen, dient er aan herinnerd dat voor de kredieten betreffende de bezoldiging van het personeel, de vergelijking vastgesteld wordt met de kredieten die slechts een deel van de uitgave vertegenwoordigen, daar de oorzaken van aangroei in 1927 slechts over een deel van het jaar slaan.

Het verdwijnen van zekere uitzonderlijke kosten, dit van de uitgaven voor achterstal van pensioenen en de liquidatie van den dienst der torpedisten van het leger, hebben allerlei verminderingen ten gevolge, welke te zamen 85,000,000 frank bedragen.

Anderzijds dient er nog op gewezen dat zekere uitgaven, ten deele slechts voorschotten uitmaken welke ten laste van derde personen te verhalen zijn. Onder deze bijzondere kredieten kunnen wij vermelden :

De pensioenen der gemeente-leeraars en onderwijzers	fr. 80,000,000
De ouderdomspensioenen, die van de mijnwerkers, de aanvullende ouderdomspensioenen de ouderdomsrenten, de kosteloze ouderdomstoelagen.	335,000,000
De prestaties en afstanden aan andere ministerieele Departementen of aan derden door het Ministerie van Landsverdediging	12,800,000
De uitgaven voor het personeel van het Ministerie der Koloniën, terug te betalen door de Koloniale Schatkist	4,002,000
De uitgaven voor rekening van derden door het Departement van Openbare Werken	1,160,000
De jaarwedden van beschikbaarheid, van onderwijzers en onderwijzeressen der gemeentelijke en aangenomen lagere- en bewaarscholen	2,040,000
De wedden van het personeel der athenea en middelbare scholen van den Staat	70,000,000

Voor het terugwinnen van al deze kredieten komt er als ontvangst op de begrooting van 's Lands Middelen een totale som van 202,000,000 frank voor.

Bij evenbedoelde verhoogingen dient nog de uit de perequatie der wedden van het Staatspersoneel voortvloeiende verhooging gevoegd.

De Begrooting over het dienstjaar 1927 werd vastgesteld op grondslag van het indexnummer 750.

Van de eerste maanden van het loopend jaar af is dit merkbaar boven dit peil geklommen om in Juni 785 en op 15 October j. l. 804 te bereiken.

De stijging van de levensduurte welke zich aldus voerde, heeft de dringende noodzakelijkheid doen uitkomen over te gaan tot een herziening van de algeheele schaal der loonen van de Staatsagenten. Daar deze hervorming echter noodzakelijkerwijze zwaar op de Begrooting drukken zal, kon de Regeering er slechts

trapsgewijze toe overgaan, derwijze dat het ten koste van zoo zware offers verkregen budgetair evenwicht niet in gevaar zou gebracht worden. Om die reden werd een verhooging van 20 t. h. van het vast deel der wedden van het personeel met ingang van 1 Maart 1927 toegekend. Die bijslag werd ten behoeve van de Staatsagenten nog aangevuld door twee schijven van het veranderlijk gedeelte der wedden, toen het indexnummer eerst 751 vervolgens 781 bereikte.

Zooals van meet af aan in deze uiteenzetting gezegd werd, is de stijging van het indexcijfer sedert de maand Juni j. l. merkkelijk vertraagd. De Regeering heeft dus gemeend dat de tijd gekomen was om een stap verder te gaan op den weg van de aanpassing der bezoldigingen van het Staatspersoneel. De werkwijze die het zich voorstelt daartoe aan te nemen zal worden uiteengezet in de wetsvoorstellen die eerlang met betrekking tot de wedden van magistraten en onderwijzers ter Kamer zullen ingediend worden.

Maar het belang van een goed beheer eischte dat men eerst zou overgaan tot een algemeene herziening van de kaders, derwijze dat het aantal diensten en graden tot de bevonden noodwendigheden beperkt worde.

Voor elk van de centrale diensten, heeft de Regeering een theoretisch kader vastgesteld binnen de perken waarvan het Beheer de werkelijke effectieven binnen korten tijd zal terugbrengen, door het schorsen van de aanwerving en door op pensioen of beschikbaar te stellen.

In 1926 waren er, in het geheel der hoofdbesturen, met uitsluiting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, dat in staat van omvorming was :

131 algemeene ambtenaars (secretarissen-generaal, directeurs-generaal, inspecteurs-generaal);

498 algemeene en hogere ambtenaars (onderdirecteurs inbegrepen)

In 1914 waren deze cijfers :

74 algemeene ambtenaars;

289 hogere ambtenaars.

De getallen waren dus onderscheidenlijk in verhooging met 77 t. h. en 72 t. h. sedert den oorlog, dan wanneer de totale effectieven der hoofdbesturen en der Buitendiensten in 1926 met 38 t. h. in verhooging waren, vergeleken bij 1914.

De Regeering oordeelde dat de herziening van de kaders der hoofdbesturen noodig was. Zij nam in beginsel de voorstellen aan van de in elk ministerie bij Koninklijk besluit van 19 Maart 1927 ingestelde gemengde comités, bestaande meteen uit vertegenwoordigers van de Commissie ermede belast de werking van de administratieve diensten van den Staat te onderzoeken, uit hogere ambtenaars van de hoofdbesturen en uit afgevaardigden van de Cabinetten der Ministers; maar de Eerste Minister ging zelf, met het hoofd van elk ministerieel departement, tot een aanvullende herziening over welke thans den weg der verwezenlijking op gaat.

Van nu af aan is het zeker dat in de nieuwe kaders van deze besturen, die van Spoorwegen niet inbegrepen, het aantal algemeene ambtenaars niet hooger zal zijn dan zestig, en voor meer dan de helft op de cijfers van 1926 in vermindering zal zijn; het aantal hogere ambtenaars zal 310 niet overtreffen en zal dus voor meer dan één derde op de cijfers van 1926 in vermindering zijn.

Anderzijds zal de herziening van de kaders in het vervolg een vermindering van ongeveer één kwart van het aantal ambtenaars dezer besturen met den graad van bureelhoofd of met een hooger graden, ten gevolge hebben.

Men moet er bijvoegen dat, op het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart het aantal hogere ambtenaars (met inbegrip van de afdelingshoofden) dat sedert de oprichting van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen nog 138 bedroeg, in het herziene kader van dit Departement, met een honderdtal zal verminderd worden.

Men zal bemerken dat het aantal algemeene ambtenaars voorzien in de herziene kaders, met één dozijn geringer zal zijn dan het aantal van dezelfde ambtenaars in 1914, en dat het effectief der hogere ambtenaars, met inbegrip van de onderdirecteurs, nauwelijks zal hooger zijn dan dat van vóór den oorlog, ondanks den aanzienlijken aangroei van werk die de gevolgen van den oorlog voor sommige besturen thans nog medebrengen, en welken voor de meeste onder haar met een voortdurende verzwaring de nieuwe wetten, waarvan zij de uitvoering moeten verzekeren, ten gevolge hebben.

De herziening van de kaders der hoofdbesturen, moet tot die der kaders van het personeel der provinciale besturen, der buitendiensten en der inrichtingen en instellingen welke van de verschillende ministerieele departementen afhangen, aanleiding geven.

De Commissie belast met het onderzoek van de werking der administratieve diensten van den Staat zet hare navorschingen dienomtrent in alle gebieden voort. Van die Commissie werden — en worden nog — bij de Regeering voorstellen ingediend die het zullen mogelijk maken de tot buitendiensten behorende administratieve kaders van den Staat in gepaste verhoudingen terug te brengen, het personeel ervan dermate in te krimpen dat het zoo juist mogelijk overeenkome met de noodwendigheden, alsmede de uitgaven ervan te vermindern.

Uit al deze werken zal later, door eliminatie der boventallige elementen, een aanzienlijke budgetaire verlichting voortvloeien. Doch van nu af aan zijn het op pensioen stellen van de ambtenaren op 65 jarigen leeftijd en de beschikbaarstellingen der ambtenaren op eigen aanvraag een begin van uitvoering van deze hervorming en een stap vooruit op den weg van de volledige verwezenlijking der rationeele kaders.

Zoo zal het aantal op eigen aanvraag beschikbaar gestelde ambtenaren met die welke bij toepassing van de Koninklijke besluiten van 12 Mei 1927 op pensioen gesteld werden of vóór 31 December 1928 op pensioen gesteld zullen worden volgende cijfers bedragen :

25 algemeene ambtenaren.

60 algemeene ambtenaren en hogere ambtenaren.

600 administratieve ambtenaren en beambten van alle graden in het hoofdbestuur en in de buitendiensten.

§ 3. — Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen.

Zooals bekend, is de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen in onze begrootingseconomie slechts eene regularisatie-begrooting, bestemd, eenerzijds, om door middel van een overeenstemmende uitgave op te wegen tegen de in de rekeningen gebrachte ontvangsten, welke niet geïnd werden, anderzijds om de terugbetaling mogelijk te maken van bedragen die ofwel ten onrechte ofwel voor rekening van derden werden geïnd, inzonderheid van de belastingen waarvan een deel aan de Provinciën en de Gemeenten toekomt.

De Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen bereikt voor 1927 met inbegrip van de bijkredieten fr. 620,816,000 »

Het bedrag er van voor het dienstjaar 1928 is 766,046,100 »

zegge eene vermeerdering van. 145,230,000 »

§ 4. — Begrooting van 's Lands Middelen.

De vergelijking van deze Begrooting met die over 1926 wordt per secties van ontvangsten, als volgt vastgesteld :

AARD DER ONTVANGSTEN.	Budgetaire ramingen van 1927.	Vermoedelijke ontvangsten van 1927.	Budgetaire ramingen van 1928.	VERSCHILLEN	
				meer.	minder.
ERSTE SECTIE.					
Gewone ontvangsten.					
ERSTE HOOFDSTUK. — Belastingen :					
Rechtstreeksche	2,301,750,000	2,540,250,000	2,540,000,000	»	250,000
Douanen, accijnzen en verschil- lende ontvangsten	1,576,280,000	1,669,480,000	1,678,300,000	8,820,000	»
Registratie, overschrijving, suc- cessie- en griffierechten, enz.	649,050,000	778,150,000	773,650,000	»	4,500,000
Zegelrechten en daarmede gelijk- gestelde taxes	2,250,000,000	2,540,000,000	2,430,000,000	»	90,000,000
	6,777,080,000	7,527,880,000	7,444,950,000	8,820,000	94,750,000
HOOFDSTUK II. — Weggelden . . .	16,275,000	17,295,000	23,275,000	5,980,000	»
HOOFDSTUK III. — Kapitalen en inkomsten	210,311,895	189,112,605	187,784,275	»	1,328,330
HOOFDSTUK IV. — Terugbetalingen.	302,140,817	344,836,515	382,636,584	37,780,069	»
TOTAAL der gewone ontvangsten.	7,305,807,712	8,079,144,120	8,035,645,859	52,580,069	96,078,330
			VERMINDERING. . . fr.	43,498,261	
TWEDE SECTIE.					
HOOFDSTUK V. — Uitzonderlijke ontvangsten	5,000,000	10,100,000	2,500,000	»	7,600,000
			VERMINDERING. . . fr.	7,600,000	
DERDE SECTIE.					
HOOFDSTUK VI. — Ontvangsten ter vergoeding	606,212,771	729,712,771	759,831,360	30,118,589	»
			VERMEERDERING. . . fr.	30,118,589	
SAMENVATTING.					
Gewone ontvangsten.	7,305,807,712	8,079,144,120	8,065,645,859	»	43,498,261
Uitzonderlijke ontvangsten . .	5,000,000	10,100,000	2,500,000	»	7,600,000
Ontvangsten ter vergoeding . .	606,212,771	729,712,171	759,831,360	30,118,589	»
ALGEMEEN TOTAAL fr.	7,917,020,483	8,818,956,891	8,797,977,219	30,118,589	51,098,261
			VERMINDERING. . . fr.	20,979,672	

Belastingontvangsten.

Vorenstaande tabel toont de aanzienlijke stijging van de fiscale ontvangsten in verband met het dienstjaar 1927; van 6,777 miljoen, welk cijfer voorzien was in November 1926, zullen zij rijzen, te oordeelen naar de reeds verkregen uitslagen, tot het bedrag van 7,507 miljoen, zegge 730 miljoen meerwaarde. Deze toename mag, in de eerste plaats, worden toegeschreven aan het reeds onder de aandacht gebrachte verschijnsel van de geleidelijke aanpassing der waarden aan het muntstelsel dat ingevoerd werd bij het stabilisatiebesluit. Zoo zien wij dat de stijging vooral slaat op de belastingen waarvan de inningsbasis verandert met de waarde der goederen of met het bedrag der inkomsten. Wij merken aldus :

	Millioen frank.
dat de opbrengst der cedulaire belastingen op de inkomsten, die in de Begrooting van 1927, geraamd was op 1,427 miljoen, vermoedelijk zal bedragen	1,703
dat de opbrengst der overdrachtstaxe die geraamd was op 2,250 miljoen in de Begrooting van 1927, zal bedragen.	2,540
dat de opbrengst der registratie- en overschrijvingsrechten, in de Begrooting van 1927, geraamd op 420 miljoen, zal bereiken . . .	520
dat de opbrengst der successierechten, in de Begrooting van 1927 geraamd op 190 miljoen, zal bedragen	230

Anderzijds brengt onze buitenlandsche handel, waarvan statistische gegevens de toenemende belangrijkheid aantonen in de douanenontvangsten eene merkelijke stijging teweeg. Van 816 miljoen, waarop zij bij de Begrooting in 1927 geraamd waren, zullen zij voor dit dienstjaar, naar mag verwacht worden, stijgen tot circa 900 miljoen.

Des te merkwaardiger is die toename in de fiscale ontvangsten daar zij wordt verkregen ondanks belastingverlichting waarover wij het dadelijk zullen hebben.

Nemen wij de Begrooting voor 1928, dan zien wij dat, zooals de vorige jaren, de voorziene fiscale ontvangsten ongeveer de zeven achtsten uitmaken van de Begrooting van 's Lands Middelen.

De voorzieningen voor het dienstjaar 1928 zijn over 't algemeen gegrond op de werkelijke ontvangsten over het jaar 1927, met inachtneming van alle voorzienbare oorzaken die de ontvangsten kunnen beïnvloeden en inzonderheid van de reeds gedane belastingverlichtingen en van die welke de Regeering U voorstelt in te voeren.

Bij de wetten van 7 en 8 Juni 1926, samen goedgestemd met deze houdende inrichting van het Fonds tot delging van de Staatsschuld, werden den belasting-schuldigen verplichtingen opgelegd die tot het uiterste reiken van wat ons volk dragen kan. Deze onder onafwendbaren drang bij stemming aangenomen maatregelen dienden verminderd. Het was de plicht der Regeering — en zij heeft hierbij niet gefaald — die maatregelen te wijzigen waar een gevaar voor de algemeene economie dreigde of een te groote last op den belastingsschuldige drukte. Zij zal er zich toe beijveren de aangevangen taak te voltooien.

Eene bondige uiteenzetting van de reeds getroffen milderingsmaatregelen moge hier volgen.

Wijzen wij vooreerst op de ingevoerde ontlastingen inzake de bijzondere belastingen toegekend aan het Amortisatiefonds :

A. — Met het zegel gelijkgestelde taxes.

Besluit van 19 Juni 1926 waarbij de taxe op ingevoerde diamanten van 2 tot 1 t. h. wordt verlaagd.

Besluiten van 16 September 1926 en 4 Maart 1927 waarbij wordt verlaagd op $\frac{1}{2}$ het bedrag der overdrachtstaxe op den aankoop van de in diezelfde besluiten vermelde producten verwerkt tot zekere voor uitvoer bestemde fabricaten en constructies.

Besluiten van 14 Juni 1926 en 3 Maart 1927 waarbij het bedrag der forfaitaire taxe op het vee en het versch vleesch wordt verlaagd van 22 op 17 centiem.

Allerhande ontlastingen, ingevoerd bij het koninklijk besluit van 3 Maart 1927, hetzij door het verhoogen van het belastbaar minimum, hetzij door het verminderen van het bedrag van 10 tot 6 t. h., hetzij door weglating op de rangschikkingstabel van artikelen onderworpen aan de weeldetaxe bij het koninklijk besluit van 24 September 1926.

Vermindering van 10 tot 6 t. h. van de weeldetaxe verschuldigd op de losse stukken, garnituren en toebehooren van motorvoertuigen. (K. B. van 9 Februari 1927.)

Vrijstelling van de factuurtaxe van 2 t. h. voor den invoer van koopwaren ter zee.

Vrijstelling van de taxe van 2 t. h. voor het sleepen bij vervoer ter zee. (K. B. van 6 April 1927).

Koninklijk besluit van 28 Mei 1927. Vestiging van een forfaitaire taxe van 3 t. h. op koffie en op zaad van zekere peulgewassen en van 2 t. h. op den gecristalliseerden of geraffineerden suiker, welke maatregel op een ontlasting voor deze koloniale waren neerkomt.

Koninklijk besluit van 14 Juni 1927. Vermindering van 4 tot 2 t. h. van de taxe op den aankoop van stukken metaal, afval van textielstoffen, enz., door in het land gevestigde industrieelen, en opheffing van de overdrachtstaxe van 1 t. h. op den uitvoer van cement.

Verschillende beslissingen genomen ter uitvoering van artikelen 23, 2^o en 37 van het wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes en houdende opheffing of vermindering van de overdrachtstaxe voor sommige producten.

Koninklijk besluit van 3 Maart 1927 houdende opheffing van de overdrachtstaxe bij den uitvoer op het vensterglas, de vloersteen, de glazen pannen en dakpannen en waarbij de taxe bij den uitvoer op de baksteen, pannen en dakpannen, van 4 tot 2 t. h. verminderd wordt, en van 2 tot 1 t. h. de taxe bij den uitvoer op het ammoniumsulfaat.

Het totaal der ontlastingen gedaan ingevolge de hierboven opgesomde maatregelen kan worden bepaald op. fr. 95,000,000

B. — Taxe op de Automobielen.

De vermindering ingevoerd bij het besluit van 29 December 1926 kan vastgesteld worden op fr.	45,000,000
gecompenseerd tot een bedrag van	15,000,000
door de verhoogen van de taxe op de essences. —————	30,000,000
OVER TE DRAGEN. . . . fr.	125,000,000

OVERDRACHT. fr. 125,000,000

C. — *Taxe op de openbare vertooningen en vermakelijkheden.*

De verlichting voortspuitend uit de wet van 23 Juli 1927,
bedraagt. 15,000,000

D. — *Consumptierecht op de sigaren en cigarillo's.*

De vermindering toegestaan bij de wet van 29 Decem-
ber 1926 bedraagt. 10,000,000

Het totaal der ontlastingen gedaan ter zake van de bijzondere
belastingen toegekend aan het Amortisatiefonds bereikt dus. 150,000,000

Andere, nog aanzienlijker ontlastingen werden verwezenlijkt op andere
gebieden :

De wet van 20 April 1927, waarbij in den zin van de verwijding van de
schijven, de trapsgewijze stijging der supertaxe werd gewijzigd en op volkomen
overeenstemmende wijze de schijf van het van bedrijfsbelasting vrijgesteld
minimum inkomen werd verhoogd, brengt eene vermindering mede van fiscaal
last, die op 220 miljoen mag worden geraamd.

Heel onlangs, in een anderen gedachtengang, werden bij wet van 23 Juli
1927, met het doel een betere organisatie onzer nijverheidstakken in de hand te
werken, de registratie- en overschrijvingsrechten, waarvan de akten houdende
fusie van vennootschappen onderhevig zijn, met twee derden verminderd.

Benevens de reeds gedane ontlastingen, dient ook die vermeld, welke het
goedstemmen door het Parlement van het op de vergadering van 5 Juli II. van
de Kamer neergelegd wetsontwerp, zal medebrengen (*Parl. besch.*, Kamer der
Volksvertegenwoordigers, zittingstijd 1926-1927, n^o 286). Binnen het kader
der belastingen op de inkomsten en namelijk der belasting op roerende zaken
en der bedrijfsbelasting worden bij dit ontwerp aan de belastingen verminderingen
gebracht, waarvan men zeggen mag dat zij gewis 90 miljoen zullen beloopten.

Om te eindigen, wijzen wij op het onlangs genomen besluit, waarbij door het
invoeren van een forfaitaire tax, het stelsel van toepassing van de overdrachts-
taxe inzake koloniale waren wordt verbeterd.

Uit deze gezamenlijke maatregelen blijkt dat de Regeering zich in de eerste
plaats om het fiscaal vraagstuk bekommert. Zij heeft onlangs een bijzonder
Comité samengesteld, bestaande uit bijzonder bevoegde personaliteiten, en er
mede belast de vraagstukken van economischen aard te onderzoeken welke de
toepassing van de overdrachtstaxe en van de daarmee samenhangende belastingen
opwerpt, over de opbrengst van deze belastingen toezicht te houden en den
terugslag na te gaan dien deze kunnen hebben op de ontwikkeling van 's lands
nijverheid en handel. (Koninklijk besluit van 13 Juni 1927, verschenen in den
Moniteur van 17 derzelfde maand.)

Met de medehulp van dit Comité zal de Regeering zich beijveren om de aan
elken tak van onze nijverheid, van onzen handel en van onzen landbouw eigen
noodwendigheden op te sporen, en om van fiscaal standpunt uit, al de maat-
regelen te treffen welke hun het middel kunnen ter hand doen om doelmatig op
de wereldmarkten te strijden.

Wij moeten nog bondig uiteenzetten welke schommelingen kunnen vast-
gesteld worden in de andere rubrieken der Begrooting van 's Lands middelen.

Weggelden.

Men voorziet voor 1928 eene vermeerdering van 7 miljoen in vergelijking met het dienstjaar 1927.

De gang van de ontvangsten van vaarrechten in 1927 laat eenerzijds toe voor dit jaar eene bijkomende ontvangst van 2 miljoen te verwachten. Anderzijds laat de stijgende voorspoed van de Antwerpsche haven voor 1928 eene meerwaarde van 5 miljoen in de ontvangst der kaairechten voorzien.

Kapitalen en Inkomsten.

Onder den invloed van velelei oorzaken zullen de domeinontvangsten en de inkomsten uit de beschikbare fondsen van de Schatkist en verschillende Thesaurieontvangsten in verband met dienstjaar 1928 de hulpmiddelen der Schatkist met 46 miljoen vermeerderen.

Integendeel, zullen de opbrengsten van Thesaurie met 68 miljoen en half afnemen.

Deze vermindering vloeit voort uit het feit :

a) dat tengevolge van de daling van den discontovoet, het aandeel in de winsten der Nationale Bank, dat bij artikel 17 van het besluit van 25 October 1926 aan den Staat werd toegewezen, 't is te zeggen de winsten welke de 3 $\frac{1}{2}$ t. h. te boven gaan, met 30 miljoen verminderd is;

b) dat, onder het regime dat bij voorgaande besluit tot stand kwam, de Staat geen recht meer heeft op de bonificatie van een vierde t. h. per semester op het bedrag waarmede de gemiddelde omloop van de biljetten der Nationale Bank de 275 miljoen overschrijdt, hetgeen eene vermindering van ontvangsten van 38,500,000 medebrengt.

Terugbetalingen.

In het hoofdstuk der terugbetalingen stippen wij eene vermeerdering van ontvangsten van 80 miljoen aan.

Deze vermeerdering is bijna heelemaal te wijten aan het binnenhalen, ten laste van de gemeenten, van een deel der sommen uitgegeven door den Staat tot het betalen van de wedden van het personeel der koninklijke athenea en der staatsmiddelbare scholen; anderzijds aan het binnenhalen ten laste van de provincies en gemeenten van haar aandeel in de uitkeering van de ouderdomspensioenen. Vermits op grond van de wet van 20 Juli 1927 een pensioenstoeslag verleend werd aan degene die een ouderdomspensioen genieten, is de bijdrage der provincies en gemeenten in verhouding gestegen.

Ontvangsten ter vergoeding.

Rekening gehouden met de vermeerderingen en verminderingen, vertoonen de ontvangsten ter vergoeding over 1928 eene zuivere vermeerdering van 154 miljoen in vergelijking met 1927.

Twee opmerkingen desaangaande :

a) Naar luid van het akkoord onderteevend te Washington op 18 Augustus 1925, dient de totale schuld van België tegenover de Vereenigde Staten van Amerika in twee-en-zestig jaar afgelost. De bij deze regeling geleverde annuïteit staat in de Begrooting der Openbare Schuld.

Als tegenhanger van dezen last, wordt bij artikel 4 van het akkoord van Parijs van 14 Januari 1925 betreffende de verdeling der annuïteiten van het Dawes-plan aan België een zeker aandeel toegekend in de annuïteit welke Duitschland op grond van het Dawes-plan moet storten. Dit aandeel belooft voor 1928, 105 miljoen, tegen 77 1/2 miljoen in 1927, zegge eene vermeerdering van 27 miljoen en half.

b) De Begrooting over 1928 wordt gesteuen door eene nieuwe ontvangst, voortkomende van de opbrengst van het veranderlijk dividend dat moet toegekend worden aan het kapitaal van 5 milliard in het bezit van den Staat en vertegenwoordigd door de niet door het Amortisatiefonds uitgegeven preferente aandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

In werkelijkheid, gaat het niet, eigenlijk gezegd, om eene vermeerdering in vergelijking met dienstjaar 1927; dit, alhoewel de ontvangst bij het opmaken der begrooting niet kan voorzien worden, zal niettemin van eenzelfde som van 135 miljoen genieten, aandeel der gezegde acties in het dividend van het eerste boekjaar der Nationale Maatschappij.

§ 5. — Het batig slot der gewone Begrooting en het Amortisatiefonds.

Zooals wij hooger gezien hebben is de algemeene balans der gewone Begrootingen over 1928 vastgesteld als volgt :

<i>Ontvangsten</i>	fr. 8,798,000,000
<i>Uitgaven</i> (met inbegrip van de lasten van de perequatie der wedden, na aftrek echter van de buitengewone aflossing van de obligaties der Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars, welke ten laste valt van het Amortisatiefonds).	7,531,000,000
Meer aan ontvangsten.	fr. 1,267,000,000
In het wetsontwerp betreffende de Begrooting van 'Lands Middelen over dienstjaar 1928 wordt bij artikel 2 voorzien dat de buitengewone dotatie van het Amortisatiefonds voor dit dienstjaar bepaald is op	1,200,000,000
De gewone Begrooting sluit dus met een boni van	fr. 67,000,000

Het vaststellen van de buitengewone dotatie van het Amortisatiefonds op het cijfer van 1200 miljoen vindt billijking in de volgende overwegingen :

Het Amortisatiefonds moet eene dubbele taak vervullen : de wettelijke en contractuële delging van de geconsolideerde schuld verzekeren; door terugbetalingen het kapitaal der openbare schuld over het algemeen verminderen. Tot het eerste doeleinde, gebruikt het de dotatiën welke jaarlijks in de begrooting der openbare schuld worden geschreven; tot het tweede, werden bijzondere hulpbronnen te zijner beschikking gesteld bij de wet, waarbij het werd tot stand gebracht.

Deze hulpbronnen zijn :

- 1° De opbrengst der buitengewone vervreemdingen van onroerende domein-goederen;
- 2° De giften en legaten zonder bijzondere bestemming aan den Staat of rechtstreeks aan het Amortisatiefonds;

3° De buitengewone jaarlijksche dotatie van 1,500 miljoen frank minimum overeenstemmende met de opbrengst welke de daartoe gevestigde tijdelijke bijkomende belastingen en taxes moeten opleveren. Deze buitengewone dotatie is voor eenen termijn van vier jaar voorzien. Het Amortisatiefonds zal maandelijks met één twaalfde ervan gekrediteerd worden tot dat de wetten betreffende gezegde bijkomende belastingen en taxes zullen worden ingetrokken.

In het verslag, waarvan hij op 3 Juni 1926 in de Kamer lezing gaf, drong M. Wauwermans aan op het feit dat de dotatie van 1,500 miljoen hoofzakelijk gebillijkt was door de noodwendigheid spoedig de vlottende schuld te delgen, die, eens het vertrouwen aan het wankelen gebracht, naar een stijgende inflatie van den papierengeldomloop leidde.

Daaruit zijn betoog puttende, deed de Minister van Financiën de billijkheid inzien van den tekst van artikel 4, luidens hetwelk de buitengewone dotatie voor vier jaar voorzien is. « Het is klaar, zegde hij, dat dit geene de minste afbreuk doet aan het grondwettelijk recht van het Parlement alle jaren over de taxes te stemmen. Het was echter noodig dat de Kamer haar akkoord zou betuigen voor het behoud van de stijving van het fonds gedurende vier jaar... Alzoo zal men weten dat de inflatie waartoe wij tijdelijk onze toevlucht moeten nemen zeker en vast weder opgeslorpt zal worden en dat de houders van bons op korten termijn eene voldoende gevulde kas zullen aantreffen. »

En de Eerste Minister sloot het debat met eene bevestiging van deze interpretatie.

Het staat dus wel vast dat de wet van 7 Juni 1926, waarbij het Amortisatiefonds werd ingesteld, geen de minste afbreuk heeft gedaan aan de Macht welke het Parlement jaarlijks uitoefent door stemming over de begrootingswet; zij zou dergelijk uitwerksel niet kunnen hebben. Door de toekenning van de buitengewone dotatie van het Amortisatiefonds gedurende vier jaar te voorzien, heeft zij, zonder af te wijken van de grondregelen van ons publiek recht, de grondslagen eener politiek van financiële saneering *in overeenstemming met de op dit oogenblik vastgestelde feiten* vastgelegd. Naarmate de tijd verloopt kunnen zich nieuwe feiten voordoen, welke het vroeger vooruitzicht wijzigen zonder in iets het algemeen plan onzer financiële politiek te veranderen.

Men moet dus de feiten beschouwen; zien wat er volbracht is van de taak die aan het Amortisatiefonds werd opgelegd; nauwkeurig kennen wat er nog te verrichten overblijft; en er de intensiteit en den duur van de inspanning waartoe het land nog verplicht is uit afleiden.

Op 1 Juni 1926, bestond 's lands vlottende schuld uit het volgende ⁽¹⁾ :

a) De voorschotten van de Nationale Bank bekomen ter uitvoering van de wet van 19 Mei 1926	fr. 668,324,000
Het bedrag dezer voorschotten ging nog stijgen en op 13 Juli de som van 1,075,000,000 frank bereiken.	
b) Binnenlandsche Schatkistbons op drie en zes maand	4,381,344,000
c) Allerlei binnenlandsche bons	88,000,000
d) Schatkistbons met gewaarborgden wissel.	488,000,000
OVER TE DRAGEN.	fr. 5,625,665,000

(1) Nooit heeft men in de vlottende schuld de Bons op 10 jaar, met een totaal bedrag van 788,986,000 frank omvat, die in 1932 vervallen.

OVERDRACHT. . . . fr.	5,625,665,000
e) Schatkistbons in deviezen, waarde in Belgische franks. fr.	274,308,000
f) Voorloopige wisselkredieten : debet in Belgische franks tegen den koers van 175 franks het pond.	261,592,000
g) Muntbons, vervallend op 1 December 1926	1,879,405,300
h) Interprovinciale bons vervallend van December 1928 tot September 1930	647,510,000
i) De zoogezegde leening « van de Canadeesche paarden », vervallend in Maart 1929 : 930,480 pond, zegge . . .	162,834,000
j) Voorschotten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, op obligatiën A. N. I. C.; bedrag van deze titels.	855,000,000
TOTAAL. . . . fr.	<u>9,706,314,300</u>

Onder den druk van de bekende noodwendigheden, heeft de Regeering zich verplicht gezien het werk der muntsaneering te verhaasten door uitzonderingsmaatregelen te nemen voor het consolideeren van een groot deel der vlottende schuld. Ten gevolge van deze maatregelen, en anderzijds van de gedane terugbetalingen, zullen wij zien wat er, bij het einde van het dienstjaar 1927, van de hierboven opgesomde schulden overblijft :

a) De voorschotten van de Nationale Bank — wij bedoelen die van 1926 — werden gedekt door de opbrengst van de stabilisatieleening ;

b) en c) De binnenlandsche Schatkistbons op korten termijn, in bezit van particulieren, zijn terugbetaald of omgezet in preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Die welke aan financieele inrichtingen toebehoorden werden omgezet in spoorwegaandeelen of in bijzondere bons. Bij het ingaan van het toekomstig dienstjaar zal er dus in portefeuille van de banken van dit soort bons slechts een bedrag van 524,907,000 frank blijven, waarvan de laatste vervaldagen bij het einde van het jaar 1929 intreden ;

d) e) en f) De bons met gegarandeerden wisselkoers en in deviezen evenals de wisselkredieten zijn gedelgd door terugbetalingen, waarvan de laatste op 24 Februari 1927 geschiedde.

g) De Muntbons werden terugbetaald, omgezet in aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, of, wat betreft de titels welke aan banken toebehoorden, deels geruild tegen speciale bons waarvan het bedrag begrepen is in dat van de 524,907,000 frank vermeld sub b) en c).

h) De Interprovinciale Bons zijn nog in omloop.

i) Dat is eveneens het geval voor de Canadeesche leening.

j) Op de voorschotten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid zal er op het einde van dit jaar een bedrag van 250 millioen terugbetaald zijn.

Op 1 Januari van toekomende jaar zal de vóór 30 Juni 1930 aflosbare vlottende schuld dus tot op het volgende verminderd zijn :

Bijzondere bons	fr. 524,907,000
Allerhande bons	19,250,000
Interprovinciale bons	642,460,000
Aan de Kanadeesche Regeering afgegeven bons	162,834,000
Voorschotten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.	602,734,000
TE ZAMEN. . . . fr.	<u>1,952,485,000</u>

Met het oog op de tijdstippen van terugbetaling, kan dit totaal onderverdeeld worden als volgt :

Terug te betalen gedurende het jaar 1928.	618,970,000
Terug te betalen gedurende het jaar 1929.	1,203,731,000
Terug te betalen gedurende het 1 ^{ste} semester 1930	129,484,000
GELIJK TOTAAL. . . . fr.	<u>1,952,485,000</u>

Men mag daaruit beslissen dat, uit hoofde van de vlottende schuld de taak welke voortaan op het Amortisatiefonds rust, slechts merkbaar geringere middelen eischt dan die welke aanvankelijk voorzien waren.

Andere elementen moeten echter in aanmerking genomen worden, alvorens dienomtrent een beslissing te nemen.

Toen het Amortisatiefonds ingesteld werd, deed men, onder de regelingen welke het te zijnen laste zou hebben, de oude rekening van voorschotten van de Nationale Bank, voortspruitende uit de uitwisseling van de marken, niet in aanmerking komen. Het lag voor de hand dat de aanzuivering van deze rekening het verplichte gevolg van een munthervorming zou zijn.

Zulks gebeurde ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 25 October 1926. De schuld werd echter niet geheel gedelgd : een saldo van twee milliard bleef ingeschreven op de balans van de Bank. Artikel 4 van het Koninklijk besluit van 25 October 1926 luidt :

« De terugbetaling van het bij artikel 2 hierboven voorziene saldo zal geschieden door de zorg van het Delgingsfonds onder de voorwaarden bepaald bij artikel 6 van de wet van 7 Juni 1926 en in overleg met de Bank. Zij zal geschieden gelijktijd als de terugbetaling van de op heden bestaande buitenlandsche vlottende schuld en van de lasten die wegens de binnenlandsche vlottende schuld op het Fonds rusten. »

De redenen die gelden om de spoedige aanzuivering van de vlottende schuld te eischen, kunnen niet worden aangevoerd wat betreft het saldo der voorschotten van de Nationale Bank. Deze voorschotten bedragen noch werkelijke vervaldagen, noch intrestenlast. Dit verwijt kleeft er aan dat het beschikbaar zijn van het bezit der Bank ermede geschaad wordt. Welnu, dit bezwaar is min of meer ernstig en de opheffing er van is min of meer dringend naar mate van de betrekkelijke gewichtigheid der medegebrachte immobilisatie, en van den algemeenen toestand van het uitgifte-instituut. Welnu, thans bereikt het bezit van onze Nationale Bank in goud en in op het buitenland beschikbare gelden, eene verhouding van meer dan 70 t. h. in vergelijking met de verbintenissen op

zicht. Stelde men in eens het saldo der voorschotten aan den Staat ter zijde, dan zou deze verhouding 90 t. h. bereiken. Men heeft dus nog tijd.

Men zou nochtans ongelijk hebben zich met een al te gemakkelijk denkbeeld van zekerheid in slaap te sussen. Inderdaad, de huidige toestand hangt ten deele af van oorzaken van toevalligen aard. Sinds de stabilisatie heeft een groote toevoer van buitenlandse kapitalen naar de Belgische markt plaats, onder aanlokking van prolongatie en speculatie. Gebeurtenissen waarop wij geen vat hebben, kunnen bewegingen in tegenovergestelden zin doen ontstaan : er zou eene vermindering van beschikbare gelden en een beroep op krediet uit voortvloeien. De Bank zou haar buitenlandse portefeuille zien verminderen, den omvang van haar Belgische portefeuille en van hare voorschotten op openbare fondsen zien toenemen.

Zonder twijfel is zij nog ver van het punt waar dit verschijnsel een ernstig gevaar zou opleveren. Toch zou men van meet af aan dit gevaar dienen te voorkomen door eene vermeerdering van den discontovoet, en het zou een eerste schade zijn.

In geval van langdurige nijverheidserisis, van sociale crisis, van gespannen internationalen toestand, zou de munt nood zich nog meer doen gevoelen. Kortom, met het oog op de beproevingen welke de toekomst brengen kan, komt het er op aan elke oorzaak van zwakheid aan kant te stellen.

De Financieële Commissie tot advies, heeft éénparig verklaard dat men van 1928 af moest beginnen het saldo der oude voorschotten van ons Instituut van Uitgifte terug te betalen.

Indien het onderzoek van deze bijzondere quaestie vooralsnog werd uitgesteld, gebeurde zulks omdat der Regeering wilde dat eerst de terugbetaling aan de particulieren van de Schatkistbons tegen zes maand, zou afgedaan zijn. In overeenstemming met verschillende in de beide Kamers vooruitgestelde aansporingen, heeft zij eerst het spoor willen uitvagen van de uitzonderingsmaatregelen, welke zij in een oogenblik van groot gevaar had moeten treffen. Het laatste deel van deze bons werd op 1 September j. l. terugbetaald. Er bestaat dus geen reden om wachten meer.

Men hoeft dienomtrent niet te vergeten dat er zich omstandigheden kunnen voordoen welke de eindregeling van de voorschotten der Nationale Bank zouden verhaasten. België eischt nog steeds van Duitschland herstel van het nadeel berokkend door den verplichten omloop van de Marken. Het regelen van dit geschil, waarvan de gegrondheid niet betwist wordt, zou de aanzuivering van het aan de Bank nog verschuldigde saldo ten gevolge hebben.

Eens dit aangenomen, dient men, voor het bepalen van de buitengewone dotatie van het Amortisatiefonds met een laatste element rekening te houden namelijk hiermede dat de maandelijksche dotatie van 125 miljoen verstrekt aan het Amortisatiefonds sedert 1 Juli 1926, soms onvoldoende gebleken is om te voorzien in de terugbetaling van al de schatkistbons welke achtereenvolgens kwamen te vervallen. Opdat zulks zich niet meer herhale, werd de Thesaurie er toe gebracht de terugbetalingen te verzekeren waartoe het Fonds met eigen beschikbare gelden niet in staat was. Deze verrichtingen maken werkelijke kasvoorschotten uit, waarvoor het Fonds tegenover de Schatkist rekenplichtig blijft. Op 31 December 1927 zullen deze reeds gedeeltelijk aangezuiverde voorschotten nog ongeveer 560 miljoen frank bedragen.

Maar heeft het Amortisatiefonds geen andere functie, die er zou in bestaan het bedrag der geconsolideerde schuld te verminderen?

Weliswaar worden bij artikel 1 der wet van 6 Juni 1926 in beginsel de bijzondere hulpmiddelen van het Fonds bestemd « voor de vermindering der Staatsschuld in het algemeen, op langen als op korten termijn ». Nochtans, zooals de verslaggever der Commissie van Financiën der Kamer het deed opmerken, diende men de vlottende schuld te doen verdwijnen; te dien einde eischte de Regeering nieuwe belastingen.

Wat de geconsolideerde schuld betreft, aanzag men de tussenkomst van het Amortisatiefonds slechts als een middel om de markt der titels te verbeteren. Deze verbetering is reeds een voldongen feit. Men ziet niet goed de voordeelen in van eene politiek, welke de belastingsschuldigen zou overlasten om schulden terug te betalen waarvan de delging wettelijk en contractueel is geregeld; de vermindering die men door deze methode kan bekomen zou weinig aanzienlijk zijn in vergelijking met het kapitaal van 54 milliard, dat de geconsolideerde schuld van den Staat uitmaakt. Het is van belang deze schuld niet door nieuwe leeningen te vermeerderen. De gezamenlijke begrootingsvoorstellen steunen op dit beginsel.

Wij hebben gezien dat de gedurende de eerstkomende twee jaren vervallende Schatkistbons bedragen :

voor het jaar 1928	fr.	618,970,000
en voor het jaar 1929		1,203,731,000
SAMEN.		1,822,701,000

Eene buitengewone dotatie groot 100 miljoen per maand levert voor beide jaren ten bate van het Amortisatiefonds een bedrag op van. 2,400,000,000

Bij het einde van het jaar 1929, zou het Amortisatiefonds dus, na dekking der te vervallen bedragen van de vlottende schuld, een beschikbaar saldo boeken, groot 577,299,000

Dat saldo dient vooreerst aangewend tot de terugbetalingen aan de Nationale Bank, die het Fonds, in overleg met de Regeering, zal noodig oordeelen.

Aan den beheersraad van het Amortisatiefonds behoort het, het gebruik van zijn dotatie in detail te regelen.

Uit het vorenstaande blijkt dat deze, voor het eerstvolgend dienstjaar vastgesteld op 1,200 miljoen, ruimschoots zal volstaan.

Het verschil tusschen de aanvankelijke dotatie (1,500 miljoen) en de onlangs vastgestelde dotatie (1,200 miljoen), zegge 300 miljoen, zal in geenen deele aan de lasten van de Gewone Begrooting, namelijk aan de noodwendigheden van de weddenperequatie worden besteed. Het zal integraal overeenstemmen met eene verwezenlijkte of te verwezenlijken correlatieve vermindering van de bijzondere belastingen gevestigd bij de wetten van 7 en 8 Juni 1926 om bedoelde dotatie te stijven. Zooals hooger gezegd, zal de keuze van de nog op deze bijzondere belastingen te verrichten ontlastingen door de behoeften van de nationale economie bepaald worden.

Het komt er op aan bovendien vast te stellen, zooals hierboven gezegd (zie blz. 17) dat bewust verschil van 300 miljoen fel geringer is dan de gezamenlijke van de op het geheel der fiscale lasten reeds verwezenlijkte of voorgestelde ontlastingen.

HOOFSTUK II

BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN
EN UITGAVEN

§ 1. — Eigenlijke Buitengewone Begrooting.

Onderstaande tabel geeft de vergelijking van de eigenlijke buitengewone Begrooting voor 1928 met die voor 1927.

1° *Uitgaven.*

MINISTERIES.	Kredieten goedge- sternd voor 1927 (met inbegrip van de bijkredieten.)	Kredieten voorgesteld voor 1928.	VERSCHILLEN	
			Vermeerde- ringen.	Verminde- ringen.
Justitie	1,575,000 »	1,000,000 »	»	575,000 »
Buitenlandsche Zaken	3,774,000 »	»	»	3,774,000 »
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	4,720,000 »	7,470,000 »	2,750,000 »	»
Kunsten en Wetenschappen	12,913,455 21	12,053,784 50	»	859,670 71
Landbouw	750,000 »	»	»	750,000 »
Openbare Werken	184,698,531 »	⁽¹⁾ 294,811,000 »	110,112,469 »	»
Nijverheid, Arbeid en Maat- schappelijke Voorzorg	3,360,900 »	4,460,000 »	1,099,100 »	»
Koloniën	63,800 »	»	»	63,800 »
Landsverdediging	18,075,800 »	46,034,074 »	27,958,274 »	»
Financiën	20,652,412 17	6,400,000 »	»	14,252,412 17
TOTAAL . . . fr.	250,583,898 33	372,228,858 50	141,919,843 »	20,274,882 88
			+ 121,644,960 12	
Ontvangsten	38,399,000 »	17,409,500 »		
Excedent van uitgaven	212,184,898 33	354,819,358 50		

(1) Met inbegrip van 127,000,000 frank voor de groote werken.

Onder de uitgaven in vorenstaande tabel vermeld, trekken deze met betrekking op de openbare werken vooral de aandacht. Het aanzienlijk bedrag dat te dien einde in de Buitengewone Begrooting werd ingeschreven wijst er op hoe groot de inspanning is, waartoe de Regeering besloten is tot het herstellen van ons wegnnet en tot het verrijken van het land met een productief kapitaal en met eene moderne toerusting.

De wegen, dat hoofdelement van de nationale economie, bevinden zich over het algemeen in slechten staat. Enkele werden, door het legervervoer tijdens den oorlog, door het volkomen onderbreken van onderhoud, en ten slotte door het druk verkeer der automobielen, tot op de onderste steenlaag versleten. Na den oorlog heeft de Regeering niet in de noodige herstellingen en onderhoud kunnen voorzien. Deze toestand kan niet blijven duren.

Op de Buitengewone Begrooting zijn te dien einde kredieten ingeschreven tot het beloop van fr. 118,650,000

Indien men bij deze som die van 66,500,000

voegt, welke op de Gewone Begrooting van het Departement van Openbare Werken voorzien is, en die van 950,000

welke vermeld staat in het hoofdstuk der niet bestendige uitgaven betreffende het herstel der oorlogsschade, stelt men vast dat dit

Departement ongeveer fr. 186,100,000

te zijner beschikking zal hebben om het werk van de definitieve herstelling van ons wegnnet te ondernemen.

Het programma der werken werd zorgvuldig voorbereid en een administratieve organisatie zal een spoedige en methodische verwezenlijking mogelijk maken.

De andere belangrijke post van de Buitengewone Begrooting is het krediet van 127,000,000 frank voorgesteld voor « groote werken ». Het zal de uitvoering mogelijk maken van het programma voorgesteld door de Nationale Commissie der groote werken, van welk zeer uitgebreid programma de totale verwezenlijking, gedurende een tijdperk van tien tot veertien jaar, ongeveer 1,800 miljoen frank zal opslorpen. Indien het op de Begrooting voor het jaar 1928 ingeschreven crediet gering is, vergeleken met de totale uitgaven, komt het doordien al de ontwerpen nog niet voltooid zijn en er nog een zekere tijd noodig is om tot de uitvoering over te gaan.

De groote werken zijn in werkelijkheid de voltooiing, volgens een versneld tempo, van reeds begonnen werken en de aanvulling van de nationale toerusting. De spoedige uitvoering ervan zal belangrijke, in nog onvoltooide ondernemingen belegde kapitalen productief maken, zij zal zeer merkbaar de opbrengst van de bestaande werken verbeteren en aan het land nieuwe factoren van voorspoed schenken.

De verbreding van het kanaal van Charleroi naar Brussel, moet in 1932 voltooid zijn. De Regeering wil dat deze belangrijke onderneming zoo spoedig volvoerd worde als de aard van de uit te voeren werken mogelijk maakt. Het is inderdaad dringend noodig dat het voor dit werk uitgegeven kapitaal productief en dat het nijverheidsbekken van Charleroi door een breeden vaarweg met de hoofdstad, met de Antwerpsche haven en het koolbekken van de Kempen verbonden worde.

Eveneens zal er voorzien worden in de voltooiing van de werken aan de Samber in de nabijheid van Charleroi, alsmede van de belangrijke werken om de Maas bevaarbaar te maken voor slepen, voor schepen van groote tonnemaat en om de overstromingen te voorkomen.

Men zal in de ontoereikendheid voorzien van de vaarwegen welke de Maas met Antwerpen verbinden. Belangrijke kredieten zijn voorgesteld voor de verbetering van de Kempische kanalen. Een bijzonder krediet is voorzien voor een nieuw kanaal dat Visé met Hasselt en alzoo de Maas met de Kempische kanalen zal verbinden zonder vreemd grondgebied te ontleenen. Door het graven van dit kanaal en het verbeteren der bestaande kanalen, zullen de nijverheidsstreek van Luik en het kolenbekken van de Kempen door een rechtstreekschen en gemakkelijken weg met onze handelsmetropool verbonden worden.

De kredieten voor de andere uitzonderlijke uitgaven ten laste van het Departement van Openbare Werken voorzien, zullen de uitvoering verzekeren van de werken welke noodig zijn voor de toerusting van de vischershaven te Oostende, de verbetering van de haven te Zeebrugge, en tot het geschikt maken van enkele vaarwegen.

Tot besluit, heeft de Nationale Commissie der Groote Werken den wensch uitgebracht dat de Regeering van het begin af aan een financieel plan zou aannemen dat van dien aard is dat de spoedige en onafgebroken uitvoering van de onderneming er door verzekerd wordt.

Deze wensch wordt verwezenlijkt door de instelling van een speciaal en tijdelijk fonds in te schrijven op de begrooting voor orde en « Fonds der Groote Werken » genaamd, dat 1,800 millioen frank bedraagt, welk fonds inzonderheid zal gesteven worden door de overschrijving van de buitengewone kredieten, jaarlijks op het Ministerie van Openbare Werken te openen.

Om volkomen dezelfde redenen stelt de Regeering een « Bijzonder Fonds der Wegen » in, ten bedrage van 600 millioen, inzonderheid gesteven door overschrijvingen van buitengewone kredieten, zooals hooger gezegd.

De organisatie en het karakter van deze twee bijzondere Fondsen zullen het voorwerp uitmaken van een wetsontwerp in verband met de gezamenlijke maatregelen die aan het Parlement voor te stellen zijn ter uitvoering van het programma der groote werken.

De buitengewone uitgaven betreffende de andere Departementen begripen onder meer :

Voor het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid :

Deel voor de tussekomenst van den Staat in de kosten van de watervoorziening, enz.	7,470,000
--	-----------

Voor het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen :

Bouwen van normaalscholen	2,200,000
Lager onderwijs. — Subsidien voor het bouwen van scholen. . .	9,000,000

Voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg :

Kosten van Oprichting en exploitatie van de koeldiensten. . . .	4,460,000
Deze dienst sluit met een meer aan ontvangsten van 3,090,000 fr.	

Voor het Ministerie van Landsverdediging :

Technische diensten der Genie (kazerneeringswerken)	14,360,000
Dienst der hospitalen.	3,250,000
Inrichtingen en technische diensten van de artillerie (materieel en munitie).	26,376,000
Militaire Luchtvaartdienst (materieel)	2,000,000

Voor het Ministerie van Financiën :

Bouwen en aankopen van lokalen voor de verschillende beheeren.	1,325,000
Leeningen van de Belgische Schatkist met het oog op de economische toerusting van het Ruanda- en het Urundigebied . . .	4,000,000
Deelneming in het kapitaal voor het aanleggen van autobuslijnen.	1,000,000

Buitengewone Ontvangsten.

De buitengewone ontvangsten voor 1928 zijn geraamd op 17,409,500 frank, zegge in vermindering met 20,989,500 frank, vergeleken bij 1927. Deze vermindering spruit voort uit het feit dat onder invloed van de gedane delgingen het kapitaal der obligaties G t. h. van de Vereeniging van Industrieelen en Handelaars, toebehoorende aan den Staat, en afgelost door uitlotingen in 1928 voor evenbedoeld jaar slechts 1,510,000 frank beloopt, dan wanneer in 1927 11 miljoen daarvoor voorzien werd.

Vallen ook weg in 1928 :

1^o De buitengewone ontvangst van 9,000,000 frank voorzien in 1927 voor de opbrengst van de bijkomende houtvellingen in de domeinwouden;

2^o De ontvangst van 5,570,000 frank voorzien in 1927 voor den verkoop van het hotel van het consulaat te Shanghai.

Daarentegen, kunnen wij als buitengewone ontvangsten over 1928 vermelden de eerste storting door de stad Antwerpen van 3 miljoen ter uitvoering van de wet van 16 Juli 1927 (*Moniteur* van 4 Augustus 1927).

§ 2. — Herstelbegrooting.

Niet bestendige uitgaven tot herstel van oorlogsschade.

MINISTERIËN.	Kredieten bij stemming aangenomen voor 1927 (met bijkredieten).	Kredieten voorgesteld voor 1928.	VERSCHILLEN.	
			Ver- meerdering.	Ver- mindering.
Justitie	234,550 »	199,000 »	»	35,550 »
Binnenlandsehe Zaken en Volksgezondheid.	6,800,000 »	11,000,000 »	4,200,000 »	»
Landbouw	50,741,412 »	26,986,330 »	»	23,755,082 »
Openbare Werken	17,081,540 »	12,025,000 »	»	5,056,540 »
Landsverdediging	1,780,200 »	1,375,500 »	»	404,700 »
Financiën	514,668,228 »	515,074,017 »	405,789 »	»
Zeewezen, Posterijen, Tele- grafen, Telefonen en I./icht- vaart	330,000 »	175,000 »	»	155,000 »
TOTAAL . . fr.	591,635,930 »	566,834,847 »	4,605,789 »	29,406,872 »
VERMINDERING . . fr.			24,801,083 »	

De nog noodige kredieten hebben inzonderheid betrekking op :

Voor het Ministerie van Justitie :

De kosten van den Krijgsraad te velde (bezet gebied).

Voor het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid :

De subsidie aan het Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden.

Voor het Ministerie van Landbouw :

Het voltooiën der werkzaamheden van den Dienst der Verwoeste Gewesten. Daartoe is nog een krediet van circa 25 miljoen noodig.

De overige houden verband met het herstel van oorlogsschade aan gemeentewegen, waterlopen, enz.

Voor het Ministerie van Landsverdediging :

De kosten der Commissies voor invaliditeitspensioenen, het betalen van opeischingen en schade, alsmede de uitgaven van den dienst voor vernieling van munitie.

Voor het Ministerie van Financiën :

Hoofdzakelijk het betalen aan de gesinistreerden van oorlogsschadevergoeding.

Een half milliard zal tot dat doeleinde over het jaar 1928 aangewend worden, namelijk :

tot het betalen met titels van de Openbare Schuld	fr. 400,000,000
tot het betalen in specie	100,000,000
TOTAAL.	fr. 500,000,000

De modaliteiten van betaling van oorlogsschadevergoeding zullen verder toegepast worden. Men zal, zooals vroeger, de prioriteit voor het betalen in specie ten bate der invaliden en oudstrijders, der kinderrijke gezinnen, der slachtoffers van de overstromingen en der oude lieden behouden.

De overige gevraagde kredieten hebben betrekking op de beheerskosten der verschillende organismen, welke de oorlog in 't leven riep (Dienst voor Oorlogsschade, Oorlogsschadegerechten, Belgische Diensten voor Herstel in natura, Dienst voor Recuperatie van den oorlogsbuit). De Regeering voert verder haar programma uit van geleidelijke opheffing van de organismen, die de belangrijke taak van het herstel van oorlogsschade te vervullen hadden.

« In den loop van het jaar 1927 » — zegde de algemeene toelichting van de Begrooting over het dienstjaar 1927 — « zal het tijdperk voor onderzoek van al de oorlogsschade-dossiers worden gesloten. Zoo zullen in den loop van het jaar al de daartoe ingestelde gerechten verdwijnen. »

Feitelijk heeft men van 1 Januari tot 30 September 1927 meer dan 25,000 zaken kunnen afdoen, hetzij bij vonnis, hetzij bij dading, zoodat er bij

het einde van het loopend jaar nog slechts enkele duizenden dossiers aanhangig zullen blijven, waaronder een groot aantal betrekking heeft op onvoltrokken boedelscheidingen of op overleden gesinistreerden waarvan de erfgenamen hun rechten niet lieten gelden, of wel belanghebbenden die met het indienen der noodige bewijsstukken achterwege blijven.

Omstreeks het einde van het jaar 1927 zal het onderzoek der dossiers om zoo te zeggen als gesloten mogen beschouwd worden en zal men slechts één commissariaat behouden voor de eindaanzuivering in het arrondissement Yper en in de drie zetels der Hoven van Hooger beroep. Dit behoud is noodzakelijk omdat de wet van 24 Juli 1927 aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers onlangs een nieuw uitstel tot 31 December 1928 heeft gegeven om de gebeurlijke herziening te vragen van den graad van invaliditeit of van ongeschiktheid tot werken, welke graad eerst door de oorlogsschadegerechten werd vastgesteld.

Herstelontvangsten.

De voor 1928 voorziene herstelontvangsten beloopten. . . fr.	1,067,710,000
Voor 1927 waren zij geraamd op	1,001,810,000
Zegge eene vermeerdering van fr.	65,900,000
De betalingen welke door Duitschland in den loop van het dienstjaar 1928 dienen gedaan, worden geschat op 101,000,592 goudmark, waarvan de tegenwaarde, tegen den koers van 8.57 de goudmark, bedraagt.	865,575,073 ⁽¹⁾
Van deze som dient afgetrokken om als ontvangst te worden ingeschreven in de Begrooting van 's Lands Middelen :	
a) de kosten van het bezettingsleger.	114,000,000
b) het aandeel van België op grond van zijn oorlogsschuld tegenover de Vereenigde Staten	105,000,000
	219,000,000
Het saldo der door Duitschland te onzer beschikking gestelde kredieten beloopt dus fr.	646,000,000

zegge eene vermeerdering van 178 millioen in vergelijking met het jaar 1927.

Zooals geweten, geschiedt de opslorping van deze kredieten door leveringen in natura, gedaan in den vrijhandel en uitgetrokken op de rekening : herstel.

De tabel der herstelontvangsten behelst daarenboven eene som van 400 millioen, zijnde de opbrengst der titels uit te geven tot betaling van oorlogsschade, betalingen welke voor eene overeenstemmende som in de tabel der hersteluitgaven voorkomen.

Zooals gezegd in de algemeene toelichting van 1927, geldt het niet als regel in de begrooting opbrengsten van leening als ontvangsten te boeken, omdat de leeningen over het algemeen slechts bestemd zijn tot het dekken van uit de

⁽¹⁾ Deze som vertegenwoordigt $8\frac{1}{2}$ der ontvangsten van de 4^e annuïteit, en $\frac{1}{12}$ van die der 5^e annuïteit.

rekeningen definitief blijkende uitgaven-excedenten. Indien in deze uitzondering gemaakt wordt, geschiedt zulks doordat in de economie van het door de oorlogsschade aangenomen stelsel, de ontvangst noodzakelijkerwijze dan onstaat, wanneer de uitgave gedaan wordt.

De overige herstelontvangsten behoeven geen bijzonder commentaar.

*
* * *

Onderstaande tabel geeft de balans der buitengewone begrooting, respectievelijk voor de jaren 1927 en 1928 (de buitengewone ontvangsten en uitgaven der regieën niet inbegrepen).

	Jaar 1927.	Jaar 1928.	VERSCHILLEN.	
			Vermeerderingen.	Verminderingen.
Eigenlijke buitengewone uitgaven .	250,583,898 38	372,228,858 50	121,644,960 12	»
Buitengewone ontvangsten	38,399,000 »	17,409,100 »	»	20,989,500 »
Meer aan uitgaven	212,184,898 38	354,819,358 50	»	»
Niet bestendige uitgaven betreffende het herstel van van oorlogsschade	591,635,930 »	566,834,847 »	»	24,801,083 »
Ontvangsten van herstel	1,001,810,000 »	1,067,710,000 »	65 900.000 »	»
Meer aan ontvangsten	410,171,070 »	500,873,153 »	»	»

Indien men het excedent der ontvangsten van herstel vergelijkt met het excedent der eigenlijke buitengewone uitgaven, stelt men vast dat, in haar geheel genomen, de buitengewone Begrooting sluit met een boni van 198 millioen voor 1927 en met een boni van 146 millioen voor 1928.

Hier dient een belangrijke opmerking gemaakt :

Indien de Begrooting van herstel met een excedent van ontvangsten sluit wil dat hoegenaamd niet beduiden, dat de stortingen van Duitschland de lasten dekken welke de oorlog op onze Begrooting doet wegen.

De aan den oorlog de wijten uitgaven zijn in werkelijkheid veel aanzienlijker dan in de Begrooting van herstel aangewezen wordt.

Bij de hierin opgenomen bedragen dient immers de jaarlijksche last gerekend, dien de talrijke door de Regeering tot herstel van oorlogsgevolgen afgesloten leeningen (zoo binnenlandsche als buitenlandsche) medebrengen, zoomede de last van de invaliditeitspensioenen, de oudstrijdersdotatie, enz.; d. w. z. in een woord, het grootste gedeelte van de Begrooting der Openbare Schuld.

Uit deze beschouwing blijkt hoe ontoereikend de ontvangsten van herstel zijn ten overstaan van de overgroote opofferingen die het Land zich heeft — en nog lange jaren zal — moeten getroosten tot herstel van het door den oorlog gesticht onheil. Door in de gewone Begrooting de lasten van leeningen en pensioenen op te nemen en deze met regelmatige inkomsten te dekken hebben

de vorige Regeeringende betaling der annuïteiten met regelmatige middelen en tevens het evenwicht in de algemeene Begrooting willen verzekeren.

Dit aanrekenen op de gewone Begrooting van het overgroot deel der aan den oorlog te wijten uitgaven heeft ten gevolge dat de balans van de betalingen ter uitvoering van het Dawes-plan en van de bij de Begrooting van herstel voorziene uitgaven met een aanzienlijk batig saldo sluit, dat het deficit van de eigenlijke buitengewone Begrooting goedmaakt. Dit saldo maakt het mogelijk om, in 1928, het hooger uiteengezet plan van groote openbare werken uit te voeren zonder gevaar voor het evenwicht in de algemeene Begrooting en zonder dat beroep op krediet worde gedaan.

HOOFDSTUK III

**BEGROOTING DER BEHEEREN VAN ZEEWEZEN,
POSTERIJN, TELEGRAFEN,
TELEFONEN EN LUCHTVAART.**

§ 1. — Gewone uitgaven en ontvangsten.

Onderstaande tabel houdt, voor deze regieën, vergelijking van de exploitatie-ontvangsten en -uitgaven over 1927 en over 1928.

Het Ambt der electriciteit is er niet meer in begrepen. Het werd nagenoeg algeheel door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen overgenomen.

Dienstjaar 1927.

BEHEEREN.	Uitgaven (met inbegrip van de bijkredieten).	Ontvangsten.	VERSCHILLEN.	
			Boni.	Deficit.
Centrale diensten	13,420,160 »	11,615,833 »	»	1,804,327 »
Zeewezen	88,051,360 »	59,878,800 »	»	28,172,560 »
Posterijen.	288,605,435 »	259,982,501 »	»	28,622,934 »
Telegraphen en Telefonen .	207,095,423 »	254,713,040 »	47,617,617 »	»
Centrale dienst voor druk- werken	29,979,470 »	29,979,470 »	»	»
Luchtvaart	10,160,047 »	400,000 »	»	9,760,047 »
TOTAAL . . . fr.	637,311,895 »	616,569,644 »	47,617,617 »	68,339,868 »
DEFICIT. . . fr.			20,742,251 »	

Dienstjaar 1928.

BEHEEREN.	Uitgaven.	Ontvangsten.	VERSCHILLEN.	
			Boni.	Deficit.
Centrale diensten	12,668,000 »	11,657,000 »	»	1,011,000 »
Zeewezen.	83,949,900 »	51,510,000 »	»	32,439,900 »
Posterijen.	297,993,851 »	320,645,001 »	22,621,150 »	»
Telegraphen en Telefonen .	216,339,080 »	262,109,500 »	45,770,420 »	»
Centrale dienst voor druk- werken	33,273,700 »	33,273,700 »	»	»
Luchtvaart	13,594,360 »	500,000 »	»	13,094,360 »
Perequatielasten.	45,000,000 »	»	»	45,000,000 »
TOTAAL . . . fr.	702,818,891 »	679,665,201 »	68,391,570 »	91,545,260 »
DEFICIT. . . fr.			23,153,690 »	

Deze tabel vergt volgende opmerkingen :

Bij het opmaken van het Begrooting over 1927, gaf deze, wat de regieën betreft, een boni van 13,649,000 frank. Vorenstaande tabel doet uitschijnen dat het voorziene boni vervangen werd door een tekort van meer dan 20 millioen.

Deze uitslag dient hieraan toegeschreven dat de tarieven van den Dienst van Zeewezen en van den Posdient in den loop van het dienstjaar 1927 geen gelijken tred met de stijging der exploitatiekosten gehouden hebben.

§ 2. — Buitengewone ontvangsten en uitgaven.

De buitengewone kredieten (oprichtingskosten) voorzien voor 1928 beloopt 109,500,000 frank. Zij zullen ten bedrage van 85,845,000 frank aangewend worden tot het verbeteren onzer telefoondiensten.

De overige gevraagde kredieten zijn als volgt over de andere regieën omgeslagen :

Centrale diensten	fr. 1,330,000
Zeewezen	10,500,000
Posterijen	4,025,000
Luchtvaart	7,800,000

De voor 1927 gevraagde kredieten met inbegrip van de bijkredieten, beliepen :

Centrale diensten	fr. 853,000
Zeewezen	8,201,000
Posterijen	3,427,000
Telegrafen en Telefoenen	146,816,000
Luchtvaart	1,440,000

TOTAAL.	fr. <u>160,737,000</u>
-----------------	------------------------

De Buitengewone Begrooting der regieën over 1928 is dus meer dan 50 millioen kleiner dan deze over 1927, rekening gehouden met eene ontvangst van 800,000 frank voort te spruiten uit werken en leveringen gedaan door de Telegrafen en Telefoenen voor derde personen.

SAMENVATTING.

De begrootingsvoorstellen voor dienstjaar 1928 doen zich in hun geheel, in ontvangsten en uitgaven, voor, zooals onderstaande tabel opgeeft :

BEGROOTINGEN.	Uitgaven.	Ontvangsten.	MEER AAN	
			ontvangsten.	uitgaven.
Gewone (zelfde opmerking als op blz. 4)	7,306,348,890 63	8,797,977,219 »	1,491,628,328 37	»
Buitengewone :				
1 ^o Eigenlijke buitengewone uitgaven	372,228,858 50	17,409,500 »	»	334,819,358 50
2 ^o Uitgaven tot herstel . .	566,834,847 »	1,067,710,000 »	300,875,153 »	»
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart				
1 ^o Exploitatie	637,818,891 »	679,665,201 »	21,846,310 »	»
2 ^o Oprichting	109,500,000 »	800,000 »	»	108,700,000 »
Lasten der perquatie (met inbegrip van de regieën) (1)	270,000,000 »	»	»	270,000,000 »
TOTAAL. . . . fr.	9,282,731,487 13	10,563,561,920 »	2,014,349,791 37	733,519,358 50
Meer aan ontvangsten. . . fr.			1,280,830,432 87	
Som welke dient voorbehouden voor het Fonds tot delging der Staatsschuld			1,200,000,000 »	
Meer aan ontvangsten. . . fr.			80,830,432 87	

(1) 225 miljoen voor het personeel der verschillende Departementen (bl. 4).
45 miljoen voor het personeel der Regieën (bl. 33).
Het hierboven aangeleid cijfer der gewone ontvangsten werd vastgesteld rekening gehouden met de onlastingen te verrichten op de bijzondere belastingen gevestigd bij de wetten van 7 en 8 Juni 1926, zooals hoger gezegd.

HOOFDSTUK IV

DE STAATSSCHULD IN HOOFDSOM

Dit brengt er ons toe te spreken over onze Staatsschuld in hoofdsom :

« Vooral in de tabel der Staatsschuld, zegden wij in de Algemeene toelichting van 1927, treden de uitslagen eener financieële politiek naar voren. »

Het zal dus volstaan de wijzigingen nader te bepalen welke zich voordeden en zich zullen voordoen in de verschillende bestanddeelen onzer schuld in hoofdsom, om aan te toonen in hoever onze financieële toestand sinds verleden jaar gebeterd is en in welke maat hij in den loop van het komende jaar nog verbeteren zal.

Om deze verbeteringen te doen uitschijnen, geven wij hieronder de tabel der binnen- en buitenlandsche openbare schuld, zooals zij op 30 September 1927 is; wij zullen daarna de totalen onzer geconsolideerde en onzer vlottende schuld, zoo binnen- als buitenlandsche, vergelijken met deze van den op 31 October van verleden jaar gepubliceerden toestand; ten slotte, zullen wij bondig de verminderingen aanduiden welke zich in onze verplichtingen op 31 December 1928 zullen voordoen en die de uitslag zullen zijn der delgingen en terugbetalingen, welke door het Amortisatiefonds en de Thesaurie dienen gedaan.

OPENBARE SCHULD

TOESTAND OP 30 SEPTEMBER 1927

OPENBARE SCHULD. — Toestand

AANWIJZING DER SCHULDEN.	
	A. — Schuld op langen termijn.
Oudere geconsolideerde schuld.	Schuld 2 ½ t. h.
	Id. 3 t. h. 1 ^e reeks
	Id. 3 t. h. 2 ^e reeks
	Id. 3 t. h. 3 ^e reeks
	Id. 3 t. h. 4 ^e reeks (tot 1939)
	Id. 3 t. h. militaire dienstbaarheden.
Nieuwere geconsolideerde schuld.	Schuld 5 t. h. der Nationale Herstelling van 1919
	Id. 5 t. h. met premie van 1920 (tot 1995)
	Id. 6 t. h. tot Consolideering van 1921
	Titels op naam van oorlogsschadevergoeding
	Oblig. 5 t. h. op 30 jaar afgegeven in ruil voor de nominat. titels van oorlogsschadevergoeding
	Leening 7 ½ t. h. van \$ 50,000,000 (1 Juni 1945)
	Id. 8 t. h. van \$ 30,000,000 (1 Februari 1944)
	Id. 6 ½ t. h. van \$ 50,000,000 (1 September 1949)
	Id. 6 t. h. van \$ 50,000,000 (1 Januari 1953)
	Id. 7 t. h. van \$ 50,000,000 (1 Juni 1955)
Onrechtstreekse schuld.	Schuld tijdens den oorlog aangegaan tegenover de Regeering der Vereenigde-Staten
	Schuld na den wapenstilstand aangegaan tegenover de Regeering der Vereenigde-Staten
	Leening 6 ½ t. h. van 400,000,000 Franse frank (1 Augustus 1943)
	Kosten van interneering in Holland van Belgische troepen
	Engelsche kredieten voor 's Lands wederopbouw
	Stabilisatieleening 7 t. h. van 1926
	Preferente aandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen
	Annuiteit voor den terugkoop van spoorwegen (kapitaalsvorming)
	Annuiteit te betalen aan het Gemeentekrediet (kapitaalsvorming)
	Dienst van de leening Gemeentekrediet 6 t. h. van 300 miljoen frank
	« Lloyd Royal belge » (obligatiën tegen 4 t. h. en tegen 6 t. h.)
	Leening 4 t. h. met loten van de Verwoeste Gewesten van 1921
	Id. 5 t. h. met loten van de Verwoeste Gewesten van 1922
	Id. 5 t. h. met loten van de Verwoeste Gewesten van 1923
	1 ^e id. 6 t. h. van de Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars
	2 ^e id. 6 t. h. van de Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars
	3 ^e id. 6 t. h. van de Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars
TOTAAL. . . . fr.	

op 30 September 1927.

BUITENLANDSCHE SCHULD BETAALBAAR IN :						SCHULD OP 30 SEPTEMBER 1927.	
Fransche franks.	Ponden sterling.	Dollars U. S.	Gulden N.	Zwitsersche franks.	Zweedsche kronen.	Binnenlandsche schulden.	Buitenlandsche schulden tegen koersen van 30 September 1927
„	„	„	„	„	„	249,959,631	„
„	„	„	„	„	„	468,308,275	„
„	„	„	„	„	„	2,643,848,082	„
„	„	„	„	„	„	249,987,400	„
„	6,489,060	„	„	„	„	„	1,133,476,555
„	„	„	„	„	„	1,108,591	„
„	„	„	„	„	„	1,649,560,400	„
„	„	„	„	„	„	2,437,969,000	„
„	„	„	„	„	„	2,054,041,700	„
„	„	„	„	„	„	134,755,400	„
„	„	„	„	„	„	1,064,705,500	„
„	„	36,000,000	„	„	„	„	1,291,635,000
„	„	20,250,000	„	„	„	„	726,544,687
„	„	27,112,500	„	„	„	„	972,762,609
„	„	43,020,000	„	„	„	„	1,615,261,325
„	„	48,870,000	„	„	„	„	1,753,394,513
„	„	169,780,000	„	„	„	„	6,091,494,175
„	„	243,800,000	„	„	„	„	8,747,239,250
400,000,000	„	„	„	„	„	„	563,400,000
„	„	„	36,141,000	„	„	„	520,114,116
„	9,000,000	„	„	„	„	„	1,572,075,000
„	8,500,000	50,000,000	„	32,000,000	9,000,000	„	3,590,072,500
„	„	„	„	„	„	1,979,608,000	„
„	„	„	„	„	„	416,332,197	„
„	„	„	„	„	„	607,588,695	„
„	„	„	„	„	„	299,718,642	„
„	„	„	„	„	„	94,860,000	„
„	„	„	„	„	„	999,325,000	„
„	„	„	„	„	„	999,005,000	„
„	„	„	„	„	„	998,200,000	„
„	„	„	„	„	„	1,732,310,000	„
„	„	„	„	„	„	287,920,000	„
„	„	„	„	„	„	37,007,000	„
400,000,000	23,989,060	640,832,500	36,141,000	32,000,000	9,000,000	22,346,117,913	28,577,169,730
						50,923,587,643	

AANWIJZING DER SCHULDEN.

B. — Schuld op korten en gemiddelden termijn.

Speciale Schatkistbons terugbetaalbaar met driemaandelijksche stortingen	
Schatkistbons in Belgische franks : December 1928-Juli 1931 : 29,300,000 frank	
Schatkistbons in £ : Canadeesche paarden (Maart 1929) : £ 930,480	
Bons 5 t. h. op vijf jaar, afgegeven in ruil van Interprovinciale Kasbons (1928-1930)	
Tienjarige Bons van 1922 (tot 1932).	
Tienjarige Bons voor het inwisselen der marken in Eupen-Malmedy	
Voorsechotten van de Nationale Bank van België (markeninwisseling)	

TOTAAL. fr.

C. — Schuld op minder dan één jaar.

Speciale schatkistbons terugbetaalbaar met driemaandelijksche stortingen.	
Gelden van derden (postchequerekeningen), na afrek van de activa der Staatsrekenplichtigen beloopende fr. 343,490,874 50.	

TOTAAL. fr.

TOTAAL VAN DE SCHULD. fr.

BUITENLANDSCHE SCHULD BETAALBAAR IN :						SCHULD OP 30 SEPTEMBER 1927.	
Fransche franks.	Ponden sterling.	Dollars U. S.	Gulden N.	Zwitserse franks.	Zweedsche kronen.	Binnenlandsche sch. lden	Buitenlandsche schulden tegen koersen van 30 September 1927
»	»	»	»	»	»	271,712,000	»
»	»	»	»	»	»	29,300,000	»
»	930,480	»	»	»	»	»	162,531,394
»	»	»	»	»	»	647,510,000	»
»	»	»	»	»	»	769,743,000	»
»	»	»	»	»	»	45,000,000	»
»	»	»	»	»	»	2,000,000,000	»
»	930,480	»	»	»	»	3,763,265,000	162,531,394
						3,925,796,594	
»	»	»	»	»	»	416,762,500	»
»	»	»	»	»	»	925,450,271	»
»	»	»	»	»	»	1,342,212,771	»
						1,342,212,771	
400,000,000	24,919,540	610,832,500	36,141,000	32,000,000	9,000,000	27,451,593,684	28,740,001,324
						56,191,597,008	

Wijzigingen ondergaan door de Openbare Schuld

Van 31 October 1926 tot 30 September 1927, heeft onze schuld verder grondige wijzigingen en belangrijke verminderingen ondergaan; eenerzijds, consolidatie van onze verbintenissen of korten of gemiddelden termijn; anderzijds, delging van de geconsolideerde schuld en aflossingen van de vlottende schuld, welke een vermindering van meer dan één milliard, negenhonderd millioen frank teweeg brengen.

Enkele cijfers zullen de uitslagen verkregen door de gecombineerde werking van het Delgingsfonds en van de Thesaurie, gedurende dit kort tijdsbestek van elf maand, doen uitkomen.

I. — *Binnenlandsche Schuld.*

AARD VAN DE SCHULD	TOESTAND OP		BALANS.	
	31 Oct. 1926.	30 Sept. 1927.	Vernieederingsen.	Verminderingsen.
A. Geconsolideerde .	22,032,000,000	22,346,000,000	314,000,000	»
B. Vlottende (1) . .	5,215,000,000	4,180,000,000	»	1,035,000,000
TOTALEN . fr.	27,247,000,000	26,526,000,000	314,000,000	1,035,000,000
VERMINDERING . fr.			721,000,000	

(1) Niet begrepen het vermogen van particulieren in postcheckrekeningen.

A. — *Geconsolideerde schuld.*

De binnenlandsche geconsolideerde schuld groeit aan met een kapitaal van 314 millioen frank; deze verhooging komt echter minder voort van nieuwe uitgiften dan wel van de consolideering van een gedeelte onzer vlottende schuld, zooals men verder zal zien.

De omvang van onze geconsolideerde schuld nam toe door het uitreiken aan de gesinistreerden ter betaling van oorlogsschade, van titels 5 t. h. van de openbaren schuld, of van titels 6 t. h. van de Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars. In het totaal komt een kapitaal van 119 millioen zich bij de geconsolideerde schuld voegen, uit hoofde van de uitreiking van deze twee categorieën titels. Deze verhooging is echter slechts werkelijk voor een bedrag van 37 millioen, daar een kapitaal van 82 millioen werd uitgereikt ter uitwisseling van naamtitels voor oorlogsschade.

Het Amortisatiefonds heeft een nominaal kapitaal van 275 millioen frank uitgegeven aan preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen. Voor het meerendeel, kan deze uitgifte echter niet als een verhooging aangezien worden, maar wel als een consolideering van schuld, daar de negen tienden van de opbrengst van dezen verkoop tot de terugbetaling van Schatkistbons werd aangewend.

Anderzijds moet men, bij het hoofdstuk van de onrechtstreeksche geconsolideerde schuld, de leening voegen van 300 millioen, uitgeschreven door het Gemeentekrediet, waarvan de Staat de interesten en de delging waarborgt. Om de waarheid te zeggen, is er hier nogmaals eigenlijk geen spraak van een verhooging, maar van een eenvoudige verandering. Inderdaad, de opbrengst

van deze leening heeft gediend om van de provinciën en van de gemeenten de titels terug te koopen die haar in betaling van haar oorlogsschade waren afgegeven.

Tegenover deze verrichtingen, moet men diegene stellen welke het totaal van de geconsolideerde schuld verminderd hebben.

Vooreerst komen de regelmatige delgingen waartoe het Amortisatiefonds overeenkomstig de wettelijke voorschriften of contractuele bepalingen is overgegaan, zij gingen over een nominaal kapitaal van 110 miljoen frank. Vervolgens de buitengewone delgingen van obligaties van 6 t. h. door het Amortisatiefonds afgekocht van de Nationale Maatschappij voor krediet aan de Nijverheid, voor het bedrag van een kapitaal van 189 miljoen frank.

B. — VLOTTENDE SCHULD.

De belangrijke sommen aan het Amortisatiefonds verstrekt door de bijzondere belastingen en door het te gelde maken van titels, met daarbij de middelen van de Thesaurie hebben het mogelijk gemaakt het programma van de vermindering der vlottende schuld, in al zijn omvang door te drijven.

De delging van de Schatkistbons van 5 t. h. afgestempeld bij de op 1 Augustus 1926 verwezenlijkte omzetting, was een der eerste punten van dit programma. Deze delging werd op 1 September van het loopend jaar verwezenlijkt, datum waarop het Fonds is overgegaan tot de uitbetaling van het saldo der bons welke in handen van particulieren gebleven waren. Een kapitaal van 330 miljoen werd aldus van de tabel van onze verbintenissen op korten termijn geschrapt.

Een ander doeleinde was de vermindering der speciale bons afgegeven aan de Spaarkassen en aan de kredietinrichtingen op het oogenblik van de omzetting der gedisconteerde bons in preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen. Het in omloop zijnde bedrag van deze bons werd met 615 miljoen frank, zegge met bijna de helft verminderd, door de gecombineerde werking van Amortisatiefonds en van Thesaurie. Bovendien is de Thesaurie, om den last van deze bons te verminderen, overgegaan tot de omzetting van den rentevoet van 7 t. h. in 6 t. h. van een deel dezer speciale bons.

II. — BUITENLANDSCHE SCHULD.

AARD VAN DE SCHULDEN.	TOESTAND OP		BALANS.	
	31 Oct. 1926	30 Sept. 1927.	Vermeerder.	Vermindering.
<i>Geconsolideerde :</i>				
Dollars	233,180,000	227,252,500	»	5,927,500
Ponden Sterling	24,496,520	23,989,060	»	507,460
Ned. Guldens	38,704,000	36,141,000	»	2,563,000
Fr. Franks	400,000,000	400,000,000	»	»
Zwitserse franks	32,000,000	32,000,000	»	»
Kronen	9,000,000	9,000,000	»	»
<i>Vlottende :</i>				
Ponden Sterling	3,130,480	930,480	»	2,200,000
Dollars	9,550,000	»	»	9,550,000
Ned. Guldens	5,500,000	»	»	5,500,000
Zwitserse franks	7,500,000	»	»	7,500,000
<i>Schuld tegenover de Regering der Verenigde Staten : Dollars</i>	415,680,000	413,580,000	»	2,100,000

Bedrag luidende in Belgische Franks.

SCHULD.	TOESTAND OP		BALANS	
	31 October 1926.	30 September 1927.	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Geconsolideerde	28,897,586,000	28,577,469,000	»	320,417,000
Vlottende	1,019,694,000	162,531,000	»	857,163,000
TOTALEN . . . fr.	29,917,280,000	28,740,000,000	»	1,177,280,000
VERMINDERING . . . fr.			1,177,280,000	

Bij het onderzoek van deze twee tabellen, treedt een feit van overwegend belang naar voren : onze Buitenlandsche schuld heeft geen vermeerdering noch zelfs verandering meer ondergaan; alleen verminderingen van een aanzienlijk bedrag werden verwezenlijkt.

Vermindering van de geconsolideerde schuld tot het bedrag van een kapitaal waarvan de tegenwaarde uitkomt op een kapitaal van 320 miljoen Belgische franks. Er is hier, boven de aan de Regeering van de Vereenigde Staten terugbetaalde 2,400,000 dollars en de aan de Nederlandsche Regeering terugbetaalde 2,563,000 fl., spraak van delgingen gedaan op de in Amerika en in Engeland uitgeschreven leeningen.

Vermindering van de vlottende schuld voor het bedrag van een kapitaal, waarvan de tegenwaarde 857 miljoen frank bereikt. De aan de Regeering van Canada afgegeven schatkistbons ter betaling van de paarden en muilezels welke zij ons korten tijd na den wapenstilstand geleverd heeft, blijven nog alleen over. Men kan zeggen dat de buitenlandsche vlottende schuld definitief gedelgd is, want die welke er nog overblijft is slechts onder deze benaming gerangschikt omdat zij door schatkisbons vertegenwoordigd is. In werkelijkheid is er daar slechts spraak van eene schuld op gemiddelden termijn, aangegaan tegenover eene der geallieerde regeeringen, en waaraan geen der gevaarlijke eigenaardigheden verbonden is, van deze welke in de maand Mei 1926 bestond. Zooals hooger gezegd, staat de oplossing van deze schuld op het programma van het Amortisatiefonds.

* . *

Indien wij de daareyen ontlede verrichtingen in haar geheel beschouwen, en indien wij haren terugslag op den toestand onzer Staatsschuld meten, stellen wij vast :

dat op datum van 31 October 1926 het kapitaal der schuld	
bedroeg fr.	57,164,000,000
dan wanneer zij op 30 September 1927 slechts bereikte . . .	55,266,000,000
zegge, over een tijdstip van elf maand, eene vermindering van.	1,898,000,000

* . *

Dit zoo belangrijk resultaat is nochtans slecht een gedeelte van de vermindering aangebracht sinds de politiek van intensieve aflossing gehuldigd

werd. Sedert het tot stand brengen van het Amortisatiefonds, 't is te zeggen sinds 1 Juli 1926 tot op 30 September 1927, werd de totale schuld van den Staat door de eigen werking van dit organisme met 2,289 miljoen frank verminderd.

Om volledig te zijn, dient bij dit kapitaal dit der Schatkistbons gevoegd, welke reeds door de Thesaurie voor rekening van het Amortisatiefonds werden terugbetaald. Wij komen alzoo, voor het in aanmerking genomen tijdstip van vijftien maand, op *eene totale terugbetaling* van 2,983 miljoen frank.

Dusdanige uitslagen geven een juist denkbeeld van de gedane inspanning en laten blijken van den wil tot het einde toe het programma van definitieve aanzuivering van een passief op korten termijn door te voeren, passief waarvan het verder bestaan een ernstige bedreiging voor de stabiliteit onzer munt ware geweest.

Dit programma zal in den loop van het aanstaande dienstjaar verder worden uitgewerkt.

Rekening gehouden, eenerzijds, met de betaling in titels van een gedeelte der oorlogsschade, en, anderzijds, met de kapitalen die zullen kunnen gedelgd worden door middel van de totale som van 886,969,000 frank, ingeschreven in de Begrooting over 1928 voor de dotaties tot amortisatie, alsook met de schatkistbons, welke vóór het einde van aanstaande jaar vervallen, kan men van nu af aan berekenen dat van 31 December 1927 tot 31 December 1928 onze totale staatsschuld zal dalen van fr. 53,060,000,000
tot ongeveer 54,350,000,000 (1)
hetzij eene vermindering van fr. 710,000,000

Dit cijfer is zoo gering doordien in het jaar 1928 weinige vervaldagen van vlottende schuld voorkomen. Dank zij de dotatie van het amortisatiefonds zal eene ruime reserve van de beschikbare gelden kunnen aangelegd worden met het oog op het dienstjaar 1929, dat in aanzienlijker aflossingen zal moeten voorzien. Bij het uitgaan van laatstvernoemd dienstjaar zullen er van onze vlottende schuld alleen enkele weinig belangrijke verbintenissen overblijven.

Indien het noodig was, zou dit vooruitzicht het vertrouwen in het succes der stabilisatie kunnen sterken. Het gevaar van biljetten te moeten uitgeven om de verbintenissen van den Staat na te komen mag van nu af aan als voorgoed afgewend worden beschouwd.

Brussel, 5 November 1927.

De Minister van Financiën,

B^{on} M. HOUTART.

(1) Rekening gehouden met de terugbetalingen aan de Nationale Bank. Deze terugbetalingen zullen in elk geval niet minder dan 10 miljoen per maand bedragen.